NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN

PROTOCOLE DE PREFIGURATION

du projet de renouvellement urbain de l'agglomération de Limoges cofinancé par l'ANRU

Version du
03.01.2017

Vu le Règlement Général de l'ANRU relatif au NPNRU en vigueur

Vu le Règlement Financier de l'ANRU relatif au NPNRU en vigueur

SIGNATAIRES DU PROTOCOLE

Il est convenu entre,

- L'Etat, représenté par le Préfet de département et responsable de la mise en œuvre du renouvellement urbain dans le département, Raphaël LE MÉHAUTÉ,

- L'Agence nationale pour la rénovation urbaine, désignée ci-après l' « Agence » ou l' « ANRU », représentée par son directeur général, Nicolas GRIVEL,

- La Communauté d'agglomération Limoges Métropole, désignée ci-après « porteur de projet », représentée par son président, Gérard VANDENBROUCKE,

- La Ville de Limoges, représentée par le Maire Émile Roger LOMBERTIE,

- La Caisse des Dépôts et Consignations, représentée par son directeur général, Pierre-René LEMAS,

- l'Union Européenne,

- le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine,

- le Conseil Départemental de la Haute-Vienne,

- Limoges Habitat,

- Dom'aulim,

- Scalis,

- Nouveau logis Centre-Limousin,

- l'ADEME

Ce qui suit :

Sommaire

SOMMAIRE 3

PREAMBULE 5

LES DÉFINITIONS 6

ARTICLE 1. QUARTIERS D'INTERVENTION 6

1.1 Les quartiers prioritaires éligibles au NPRU : des poches de concentration des difficultés sociales, économiques et urbaines au cœur de l'agglomération de Limoges 7

1.2 Focus sur le volet urbain : atouts et dysfonctionnements des quartiers prioritaires éligibles au NPRU 8

ARTICLE 2. OBJECTIFS POURSUIVIS DANS LES QUARTIERS VISES AU PRESENT PROTOCOLE DE PREFIGURATION 10

2.1 Orientations stratégiques du Contrat de Ville 10

2.2 Premiers objectifs en matière de renouvellement urbain 11

ARTICLE 3. POINTS D'ATTENTION ET DEMANDES D'APPROFONDISSEMENT SOUHAITEES PAR L'ANRU DANS LE CADRE DU PROTOCOLE DE PREFIGURATION 17

ARTICLE 4. PROGRAMME DE TRAVAIL A REALISER AU TITRE DU PROTOCOLE DE PREFIGURATION 19

ARTICLE 5. OPERATION(S) FAISANT L'OBJET D'UNE AUTORISATION ANTICIPEE DE DEMARRAGE 32

5.1 Opérations d'investissement non financées par l'Anru dans le présent protocole mais dont le lancement opérationnel (cf. jalons opérationnels de l'annexe 2 du règlement financier) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration 32

5.2 Opérations d'investissement non financées par l'Anru dans le présent protocole dont le démarrage des actions préparatoires est directement liées aux travaux à mener pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration 32

ARTICLE 6. ASSOCIATION DES HABITANTS ET DES USAGERS AU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN 34

ARTICLE 7. ARTICULATION AVEC LA CONVENTION INTERCOMMUNALE PREVUE A L'ARTICLE 8 DE LA LOI DU 21 FEVRIER 2014 35

ARTICLE 8. GOUVERNANCE ET CONDUITE DU PROJET 37

8.1 Gouvernance 37

8.2 Conduite de projet 39

8.3 Association des maîtres d'ouvrage et des futurs investisseurs privés 41

ARTICLE 9. OPERATIONS FINANCEES AU TITRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL 42

9.1 Modalités de financement par l'ANRU de la conduite du projet de renouvellement urbain 42

9.2 Modalités de financement par l'ANRU des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet et accompagnement des ménages, prévus dans le programme de travail 43

9.3 Modalités de financement par l'Anah des études et expertises du programme de travail 45

9.4 Modalités de financement par la Caisse des Dépôts du programme de travail 46

9.5 Modalités de financement du programme de travail par d'autres partenaires 47

ARTICLE 10. (A TITRE EXCEPTIONNEL) OPERATIONS D'INVESTISSEMENT FINANCEES DANS LE PROTOCOLE DE PREFIGURATION 51

ARTICLE 11. DUREE DU PROTOCOLE DE PREFIGURATION 52

11.1 La durée d'exécution du programme physique 52

11.2 La durée administrative du protocole de préfiguration 52

ARTICLE 12. CONDITIONS DE FINALISATION DU PROJET DE CONVENTION PLURIANNUELLE DE RENOUVELLEMENT URBAIN – POINTS DE RENDEZ-VOUS AVEC L'ANRU 52

ARTICLE 13. CONDITIONS JURIDIQUES DE MISE EN ŒUVRE ET D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE PREFIGURATION 53

13.1 Contreparties mises à disposition d'UESL – Action Logement 53
13.2 Intégration des exigences d'insertion des habitants dans les QPV dans les marchés publics, notamment destinées aux opérations du protocole 53
13.3 Le financement des opérations contractualisées dans le protocole 53
13.4 Le respect des règlements de l'Anru 54
13.5 Contrôle et audits 54
13.6 Conséquences du non-respect des engagements 55
13.7 Clause de renégociation du protocole 55
13.8 Traitement des litiges 55
13.9 Conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence 56
ARTICLE 14. DISPOSITIONS DIVERSES 56
14.1 La mobilisation du porteur de projet et des maîtres d'ouvrage dans le cadre d'actions initiées par l'Anru 56
14.2 La signalétique des chantiers 56
ANNEXE 1 : PLAN DE SITUATION DES QUARTIERS AYANT VOCATION A BENEFICIER D'UNE CONVENTION PLURIANNUELLE DE RENOUVELLEMENT URBAIN 58
ANNEXE 2 : COMPOSITION URBAINE DU QUARTIER DE BEAUBREUIL 60
ANNEXE 3 : SYNTHESE DE LA STRATEGIE URBAINE POUR BEAUBREUIL 61
ANNEXE 4 : COMPOSITION URBAINE DU QUARTIER VAL DE L'AURENCE SUD 62
ANNEXE 5 : SYNTHESE DE LA STRATEGIE URBAINE POUR VAL DE L'AURENCE SUD 63
ANNEXE 6 : COMPOSITION URBAINE DU QUARTIER VAL DE L'AURENCE NORD 64
ANNEXE 7 : SYNTHESE DE LA STRATEGIE URBAINE POUR VAL DE L'AURENCE NORD 65
ANNEXE 8 : COMPOSITION URBAINE DU QUARTIER DES PORTES FERREE 66
ANNEXE 9 : SYNTHESE DE LA STRATEGIE URBAINE SUR LES PORTES FERREES 67
ANNEXE 10 : TABLEAU FINANCIER RELATIF AU PROTOCOLE DE PREFIGURATION 68
ANNEXE 11 : PLANNING DE REALISATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL (PART. 1/2) 68
ANNEXE 12 : PLANNING DE REALISATION DU PROGRAMME DE TRAVAIL (PART. 2/2) 70
ANNEXE 13 : CONVENTION DE COFINANCEMENT LIMOGES METROPOLE - VILLE DE LIMOGES 71

Préambule

N.B. : Le présent protocole de préfiguration s'appuie sur le dossier examiné par le Comité d'engagement du 17/10/2016, et dont la composition est définie en annexe du règlement général de l'ANRU. Ainsi, le protocole s'appuie un « Dossier de présentation du protocole de préfiguration du projet de renouvellement urbain de l'agglomération de Limoges » qui comprend les éléments de diagnostic et la présentation exhaustive des orientations stratégiques portées par Limoges Métropole.

Le contrat de ville de l'Agglomération de Limoges a été signé le 7 octobre 2015 par l'Etat, Limoges Métropole, la Ville de Limoges et l'ensemble des partenaires impliqués dans la démarche. Il constitue le document cadre de la stratégie politique de la ville à déployer sur le territoire de l'agglomération en faveur des 9 nouveaux quartiers prioritaires situés dans la ville centre.

Troisième pôle urbain du grand Sud-ouest, la métropole de Limoges a connu une croissance démographique régulière ces dernières années concentrant les gains de population du département de la Haute-Vienne. En effet, outre ses fonctions métropolitaines (l'emploi, l'enseignement supérieur, les services, les équipements structurants…), l'agglomération dispose d'un cadre de vie exceptionnel : réseau de parcs urbains, espaces naturels remarquables ainsi que la Vienne et ses affluents. La Communauté d'Agglomération dispose ainsi d'atouts indéniables sur lesquels s'appuyer pour jouer pleinement son rôle de métropole attractive, et faire en sorte que le potentiel d'innovation urbaine devienne un élément porteur de renouveau pour l'ensemble de l'agglomération et des quartiers.
Toutefois, le travail de diagnostic partenarial mené préalablement à la signature du Contrat de ville a conduit l'ensemble des acteurs à identifier une problématique préoccupante sur le territoire : la polarisation du développement de l'agglomération autour de quelques zones (centre-ville de Limoges et première couronne de l'agglomération). Ce phénomène entraîne des déséquilibres géographiques et sociaux, qui risquent à terme d'isoler encore plus les secteurs et les populations les plus fragiles.

La place tenue par les quartiers prioritaires au sein du projet de territoire est donc primordiale. Afin d'améliorer la situation et d'éviter tout décrochage, le Contrat de ville leur porte ainsi une attention toute particulière et s'attache pour ce faire à la mobilisation effective des moyens relevant du droit commun de l'Etat et des collectivités territoriales. Le volontarisme, l'action partenariale et transversale sont donc une priorité pour améliorer le cadre et la qualité de vie des habitants des quartiers prioritaires, pour élever leur niveau de vie et atténuer à terme les disparités territoriales à l'échelle du territoire métropolitain.

Le pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » du contrat de ville intercommunal fixe les grandes lignes des interventions urbaines à mener dans les quartiers prioritaires de l'agglomération de Limoges. Sont ainsi concernés les quartiers Val de l'Aurence Nord, Val de l'Aurence Sud, Beaubreuil, La Bastide, Les Portes Ferrées, Le Vigenal, Bellevue, Les Coutures, Le Sablard. **Parmi ces 9 quartiers prioritaires, 4 ont été retenus pour bénéficier du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU)** :

- **les quartiers Beaubreuil et Val de l'Aurence Sud, en tant que PRIN** (projet d'intérêt national),
- **les quartiers Val de l'Aurence Nord et Portes Ferrées, en tant que PRIR** (projet intérêt régional).

Les quartiers Bastide, Beaubreuil et Val de l'Aurence Sud ont fait l'objet d'une première convention de renouvellement urbain signée en 2008. La mise en œuvre de l'avenant de clôture du PRU1 doit ainsi permettre la finalisation du projet de la Bastide, qui devrait être achevé d'ici 2020. Les quartiers Beaubreuil et Val de l'Aurence Sud poursuivront quant à eux, dans le cadre du NPNRU, les transformations engagées dans le cadre du PRU1.

Le présent dossier de présentation du Protocole de préfiguration du NPRU de Limoges Métropole concerne les 4 quartiers dits « NPRU » : Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord et Portes Ferrées.

LES DÉFINITIONS

- **Le « porteur de projet »** est le responsable de la stratégie d'intervention globale à l'échelle du contrat de ville et de sa déclinaison dans chaque projet de renouvellement urbain.

- **Le « projet de renouvellement urbain », ou « projet »,** représente, à l'échelle de la convention pluriannuelle, l'ensemble des actions qui concourent à la transformation en profondeur du quartier, à son inscription dans les objectifs de développement durable de l'agglomération, et à l'accompagnement du changement.

- **Le « programme de travail » ou « programme »** est constitué de l'ensemble des opérations d'ingénierie, et le cas échéant d'investissement, du protocole de préfiguration approuvées par le comité d'engagement ou le directeur général de l'Anru, ou par délégation par le délégué territorial de l'Anru, qu'elles soient financées ou non par l'Anru.

- **L'« opération »**, action physique ou prestation intellectuelle, est identifiée au sein du programme par un maître d'ouvrage unique, une nature donnée, un objet précis, et un calendrier réaliste de réalisation qui précise le lancement opérationnel, la durée, et son éventuel phasage.

- Dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), **les concours financiers de l'Anru**, programmés au sein d'un protocole de préfiguration des projets, sont octroyés sous la forme de subventions attribuées et distribuées par l'Anru, et le cas échéant sous la forme de prêts bonifiés autorisés par l'Anru et distribués par Action Logement, conformément aux modalités prévues dans les règlements de l'Anru relatifs au NPNRU et dans la convention tripartite État - Anru - UESL Action Logement portant sur le NPNRU.

Article 1. Quartiers d'intervention

N.B. : Les éléments de contexte de l'agglomération et des quartiers prioritaires, notamment les quartiers éligibles au NPRU, sont détaillés dans le dossier de présentation du protocole.

Le contrat de ville de l'agglomération de Limoges identifie 9 quartiers prioritaires dont 4 peuvent faire l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'ANRU :

- les **quartiers d'intérêt national** : **Beaubreuil** et **Val de l'Aurence Sud**, ces quartiers sont identifiés dans l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain
- les **quartiers d'intérêt régional** : **Val de l'Aurence Nord** et les **Portes Ferrées**.

1.1 Les quartiers prioritaires éligibles au NPRU : des poches de concentration des difficultés sociales, économiques et urbaines au cœur de l'agglomération de Limoges

Les 4 quartiers éligibles au NPRU sont situés sur la commune de Limoges, ville centre de l'agglomération. Ils regroupent environ 15 120 habitants, soit 7.3 % de la population de l'agglomération et près de 11 % de la population de Limoges.

La concentration de difficultés sociales, économiques et urbaines est notable au sein de ces quartiers.
Un ménage sur 2 vit sous le seuil de pauvreté, alors que la moyenne est de 1 sur 5 à Limoges (hors quartiers prioritaires) et de 1 sur 11 dans l'Agglomération (hors Limoges). De même, quelle que soit la population observée (femmes, hommes, jeunes), l'indice de chômage estimé est globalement 3 fois plus important sur les quartiers prioritaires qu'à l'échelle intercommunale. Les écarts se creusent également en matière notamment :

- de répartition par âge : 30% de mineurs contre 14% à Limoges hors quartiers prioritaires et 19% dans l'agglomération,
- de revenus : le revenu médian annuel étant compris entre 5 900 € et 7 900 € contre 19 600 € au niveau de l'agglomération, et marqué par une dynamique significative de baisse sur les quartiers alors qu'il croît sur l'agglomération,
- de dépendance aux transports en commun pour le trajet domicile travail des actifs : 20% sur les quartiers prioritaires contre 11 % sur Limoges, 7.6 % sur l'agglomération.

D'un point de vue urbain, ces quartiers ont une fonction essentiellement résidentielle et sont marqués par la prégnance du logement social, la part de ce dernier variant de 75% à 98%. Le marché immobilier y est globalement détendu, générant une vacance forte, particulièrement au sein du parc social. De plus, les logements proposés, en majorité des T3/T4, s'avèrent pour partie inadaptés aux besoins actuels des ménages.

1.2 Focus sur le volet urbain : atouts et dysfonctionnements des quartiers prioritaires éligibles au NPRU

BEAUBREUIL	
Atouts / Points d'appui	**Dysfonctionnements / Faiblesses**
• Une forte proximité à plusieurs pôles économiques de niveau d'agglomération • Une bonne connexion au centre-ville de Limoges, malgré un relatif éloignement géographique • Une vie associative et culturelle dynamique et diversifiée • Une situation géographique entre deux secteurs naturels, fréquentés pour les loisirs • Des réserves foncières publiques importantes • Une dynamique de réhabilitation engagée sur deux secteurs du quartier dans le cadre du PRU1, notamment sur le plan des équipements et services	• Une avenue centrale vécue comme une coupure urbaine qui divise le quartier en deux espaces • Une trame urbaine et viaire peu lisible engendrant notamment des difficultés d'orientation et d'identification des équipements • Des secteurs enclavés • Des espaces publics non structurés, peu qualitatifs, dégradés et l'absence de place urbaine interne • Une offre commerciale de proximité limitée et difficile d'accès • Un parc de logements inadapté aux besoins actuels d'une partie des ménages • Des problématiques d'incivilités (stationnement anarchique…) et de délinquance

VAL DE L'AURENCE SUD	
Atouts / Points d'appui	**Dysfonctionnements / Faiblesses**
• Un positionnement géographique intéressant : accessibilité depuis les grands axes routiers, proximité du centre-ville, proximité à un ensemble naturel attractif • Des atouts paysagers et naturels aujourd'hui inexploités mais qui pourraient constituer les supports d'une nouvelle fonction valorisante et de rayonnement du quartier • Un tissu associatif actif • Un potentiel foncier substantiel sur la partie Sud • Un renforcement de la mixité fonctionnelle sur la partie Sud du quartier initié dans le cadre du PRU1 : équipement multi-services, gymnase et équipement social et culturel	• Deux axes routiers structurants qui divisent le quartier, génèrent une pollution sonore et atmosphérique substantielle et sont vécus comme de véritables coupures urbaines • Un enclavement du quartier vis-à-vis de son environnement proche lié notamment à la topographie, l'implantation du bâti, la trame arborée et la présence de zones délaissées • Un parc social entièrement collectif • Des formes et échelles architecturales très différentes du reste de l'agglomération et vécues comme stigmatisantes • Une mixité fonctionnelle à affirmer et à rendre davantage lisible • Des cheminements doux insuffisamment lisibles et sécurisés • Une dichotomie très marquée entre le Nord et le Sud en termes de formes urbaines, de mixité fonctionnelle et de desserte en transports en commun • Un secteur Sud particulièrement touché par les problématiques d'incivilités et de dégradations • Des problématiques de délinquance et de criminalité (qui enregistrent néanmoins une baisse) et un contexte social tendu, marqué notamment par une cohabitation difficile entre communautés • L'absence d'offre commerciale sur le secteur sud

VAL DE L'AURENCE NORD

Atouts / Points d'appui	Dysfonctionnements / Faiblesses
• Une mixité fonctionnelle (habitat, commerces, services) et une mixité d'usages générée notamment par la présence du centre commercial • Une offre d'équipements riche et concentrée : école, crèche, bibliothèque… • Une centralité forte regroupant une grande partie des commerces et équipements mais à l'accessibilité et la visibilité insatisfaisantes • Une bonne connexion viaire au centre-ville et une desserte en transports en commun satisfaisante • Un quartier largement arboré, doté d'aires de jeux et à proximité immédiate d'un parc public, représentant un fort potentiel paysager • La réhabilitation récente des barres de l'un des secteurs du quartier qui constitue un vecteur de mixité sociale et présente un potentiel en termes de résidentialisation exemplaire	• Une trame urbaine complexe et peu lisible qui concoure à des difficultés de communications entre les parties Est et Ouest du quartier ainsi que des problématiques de repérage spatial • Une faible insertion du quartier dans son environnement urbain et paysager • Un centre commercial tournant le dos au quartier • Des formes d'habitat conférant une image stigmatisante au quartier : barres, tours… • Des pieds d'immeubles gérés par la Ville qui limitent la responsabilité des bailleurs dans leur gestion et leur appropriation par les habitants • Des problématiques d'incivilités et de délinquance

PORTES FERREES

Atouts / Points d'appui	Dysfonctionnements / Faiblesses
• Un positionnement géographique stratégique qui lui permet de bénéficier de nombreuses aménités (emplois, services, loisirs etc.) • Un niveau d'équipements et de services satisfaisant • La proximité de commerces de bouche et d'un hypermarché qui rayonnent bien au-delà du quartier et contribue à la relative mixité des populations • Un quartier de taille relativement modeste qui facilite les relations humaines, permet un travail d'association des habitants et de gestion urbaine de proximité d'échelle « humaine »	• Un parc de logements composé quasi-exclusivement de logements collectifs sociaux (dont tours et barres), peu attractif et contrastant avec son environnement proche • Un vaste espace vert central qui, par son enclavement et son absence de fonction définie, nuit fortement à la mixité d'usage • Des cheminements piétons difficilement identifiables, peu qualitatifs et insuffisamment sécurisés • Des aires de stationnement omniprésentes dessinant un environnement peu qualitatif et contribuant à l'imperméabilisation des sols • Un quartier très dense qui s'insère difficilement dans le tissu de faubourg alentour • Une galerie commerciale en proie à d'importantes difficultés • Des ménages fortement précarisés

Article 2. Objectifs poursuivis dans les quartiers visés au présent protocole de préfiguration

2.1 Orientations stratégiques du Contrat de Ville

Le contrat de ville de l'agglomération de Limoges constitue l'un des éléments du cadre stratégique structurant le développement du territoire intercommunal. Il a vocation à s'articuler avec :

- Le projet d'agglomération décliné au sein du contrat de cohésion territorial,
- Le SCoT de l'agglomération de Limoges [en cours de révision],
- Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Limoges [en cours de révision],
- Le Plan Local de l'Habitat (PLH) [en cours de révision],
- Le Plan de déplacements urbains (PDU) [en cours de révision],
- Le Plan Climat Energie Territorial (PCET) : projet territorial de développement durable qui a pour finalité la lutte contre le changement climatique et dont l'objectif principal est une réduction de 20 % des émissions à l'horizon 2020 par rapport à l'année 2008.

La concomitance de la révision du SCoT, du PLU de Limoges, du PLH et du PDU avec l'élaboration des orientations stratégiques des projets de renouvellement urbain représente une opportunité d'élaborer des documents stratégiques cohérents, s'enrichissant et se nourrissant mutuellement. Ces derniers seront déclinés et pris en compte dans la définition des projets urbains des quartiers NPRU.

Fruit d'un travail partenarial conduit par la communauté d'agglomération Limoges Métropole, l'Etat et la Ville de Limoges et associant les collectivités territoriales concernées, l'ensemble des acteurs et institutionnels de terrain ainsi que des habitants sur la phase de diagnostic, le contrat de ville s'articule autour de 4 piliers :

- Cohésion sociale,
- Développement économique et emploi,
- Cadre de vie et renouvellement urbain,
- Politiques transversales.

L'enjeu principal du pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » est d'améliorer de façon significative la vie quotidienne des habitants des territoires prioritaires et en particulier ceux qui résident dans le logement social. Il pose ainsi les premiers jalons de l'intervention urbaine à mener dans les quartiers prioritaires à travers les orientations stratégiques suivantes :

→ **Désenclaver les quartiers et développer les mobilités**

- Définir le positionnement et la vocation de chacun des territoires prioritaires au niveau intercommunal ;
- Accompagner la transformation du quartier de la Bastide dans le cadre du PRU 1 ;
- Définir une stratégie commune d'intervention en direction des secteurs bénéficiant du NPNRU ;
- Améliorer l'offre de transport et de mobilité pour les habitants des quartiers prioritaires ;
- Organiser une gouvernance efficace des projets de renouvellement urbain.

→ **Favoriser la mixité sociale et les parcours résidentiels**

- S'outiller afin d'améliorer la connaissance des dynamiques résidentielles dans le parc social à l'échelle intercommunale ;
- Mieux répartir les logements sociaux sur le territoire de l'agglomération ;
- Mettre en œuvre les outils favorisant la mixité et facilitant la gestion des demandes de logements ;
- Accompagner les populations les plus fragiles dans l'habitat.

→ **Améliorer le cadre et les conditions de vie au sein des quartiers prioritaires**

- Renforcer le partenariat bailleurs/collectivités par l'affirmation des responsabilités de chacun ;
- Requalifier les espaces publics ;

- Maintenir voire développer les services de proximité au sein des territoires prioritaires.

→ **Prévenir la délinquance et garantir la sécurité**

- Améliorer la prévention éducative auprès des mineurs et des jeunes majeurs et éviter la récidive ;
- Garantir la tranquillité publique et lutter contre les phénomènes d'appropriation de certains espaces par des groupes ou des communautés ;
- Lutter contre les violences intrafamiliales, les violences faites aux femmes et favoriser l'aide aux victimes.

2.2 Premiers objectifs en matière de renouvellement urbain

Au regard du projet de territoire et à l'appui des atouts / points d'appui et des dysfonctionnements / faiblesses des quartiers, des enjeux en découlant et du contexte local, une vocation à horizon 10-15 ans a été définie pour chacun des 4 quartiers éligibles au NPRU. Ces vocations ont ensuite été approfondies en orientations stratégiques, elles-mêmes déclinées en objectifs opérationnels pour chacun des quartiers. **Les cartes proposées en annexes permettent une visualisation spatialisée de ces éléments.**

2.2.1 Vocations, orientations stratégiques et objectifs opérationnels du quartier de Beaubreuil

VOCATION BEAUBREUIL	**Une polarité secondaire de la ville à conforter, en complémentarité avec l'offre urbaine du centre-ville. A terme, un territoire de services pour les usagers des parcs d'activités.**
Quartier à vocation résidentielle inséré dans un tissu d'activités économiques diversifié, Beaubreuil regroupe l'essentiel des fonctions de centralité (offre commerciale, équipements publics, transport en commun, ...). Il convient de les renforcer, notamment sur le plan des activités à développer à l'intérieur même du quartier. **Ainsi, l'ambition pour ce quartier s'articule d'une part autour du développement de l'emploi et d'autre part autour de la reconquête des espaces publics.**	

Orientation stratégique : Ouvrir le quartier et le reconnecter au tissu urbain environnant

- **Développer l'offre de transports en commun vers les centralités (emplois, équipements, services etc.) :** L'avenue de Beaubreuil - colonne vertébrale du quartier - serait destinée à devenir le support d'une ligne forte du réseau de transports en commun, et à accueillir ainsi une plateforme de bus en site propre. Le réseau restructuré autour de cette armature permettrait d'irriguer les zones d'emplois et commerces, et en premier lieu le parc d'activités nord et ses zones commerciales.
- **Qualifier la fonction d'interface avec l'extérieur de l'avenue de Beaubreuil** : La potentialité offerte par le traitement de l'avenue de Beaubreuil comme espace fédérateur pourrait faire émerger une centralité attractive. Cela créerait les conditions nécessaires notamment au développement de synergies entre commerces, marché, services et équipements et à la promotion d'une image qualitative du quartier.
- **Accroitre la lisibilité des équipements et services** : L'amélioration de la lisibilité des accès aux équipements notamment scolaires et sportifs, ainsi que leur visibilité depuis les axes de déplacement s'avère nécessaire. Il s'agit notamment de créer ne serait-ce que du lien visuel entre les équipements et services disponibles de part et d'autre de l'avenue. Jalonnement et signalétique adaptée pourraient ainsi venir renforcer ce travail d'appréhension.

Orientation stratégique : Améliorer l'image du quartier et son appropriation par les habitants

- **Redonner sa place aux piétons et restructurer la trame paysagère :** La structuration des déplacements piétons s'appuierait sur plusieurs objectifs : répondre aux usages et proposer une qualité de traitement adaptée ainsi qu'une sécurisation optimale. La pratique cycliste pourrait être favorisée par des aménagements adaptés et interconnectés, prioritairement vers les secteurs situés à moins de 5 km. Elle s'accompagnerait d'un accès facilité à l'offre Vel'im ; service de location de vélos à des prix attractifs, proposé par la communauté d'agglomération. De manière générale, il est nécessaire de redéfinir le schéma de circulation en intégrant la volonté de clarifier les accès aux immeubles depuis les voies existantes, ainsi que les principes de résidentialisation de ces immeubles.

- **Reconquérir et requalifier les espaces publics :** La fonction des espaces publics se devra d'être clairement définie. Cette définition sera notamment l'occasion d'interroger la nécessité de développer la pratique du jardinage collectif, en complémentarité de l'offre existante. De plus, l'intention d'offrir des espaces verts qualitatifs reliés pourrait être complétée par une proposition d'animation de ces espaces, en développant des événements extérieurs avec les acteurs de la vie culturelle, sportive. Un focus sur les lacunes en matière d'efficacité d'intervention des services gestionnaires de l'espace public pourrait être réalisé. Il s'agirait alors de trouver, de manière collaborative avec le bailleur et les représentants des habitants, les moyens les plus adaptés au signalement des désordres, à la prévention et à l'intervention des services concernés. Cette action est indispensable pour maintenir la qualité des espaces publics rénovés et pérenniser un cadre de vie pacifié.

- **Diversifier et qualifier l'habitat pour favoriser la mixité sociale** : Pour traiter différemment le contact avec le pavillonnaire, sur le secteur Rhin et Danube, l'opportunité de démolir certaines tours reste à étudier tout comme la nécessité de recourir à des bâtiments aux gabarits plus modestes, créant un gradient de hauteurs entre les formes d'habitat. Pour la même raison, le secteur Prieur pourra faire l'objet de proposition d'un traitement des franges, mais cette fois en termes de densification d'espaces actuellement sans usage. Sur le plan de la typologie, il conviendra d'adapter la taille des logements aux besoins en matière de petits appartements et en hébergement de familles nombreuses, en prenant garde à ne pas concentrer cette offre. En fonction des conclusions de l'étude du marché immobilier local, et des demandes en matière de logement, il pourra être proposé de nouvelles formes d'habitat, qui viendront diversifier le parc actuel.

- **Identifier les personnes ressources pour constituer un réseau de travail représentatif de la diversité des habitants :** La mobilisation des écoles et activités périscolaires, des associations, des forces vives du quartier apparait indispensable à plusieurs titres : pour recueillir plus finement les besoins, les souhaits, l'image actuelle, l'évolution du quartier, mais également pour favoriser l'émergence d'actions collectives en faveur du changement d'image et de l'affirmation de l'identité du quartier.

Orientation stratégique : Renforcer la diversité fonctionnelle du quartier

- **Repositionner l'offre commerciale et l'adapter aux demandes sociales :** En fonction des résultats d'une étude à mener sur les opportunités commerciales, un positionnement devra nécessairement émerger sur le rapport avec le centre commercial La Coupole et la possibilité d'affirmer une centralité autour d'un accès qui pourrait être plus fortement tourné vers le quartier. La nécessité ou non d'implanter des commerces de proximité devra également être interrogée.

- **Créer des activités économiques et des emplois sur le quartier** : La faisabilité d'une « Fabrique à Entreprendre » - vitrine de l'entreprenariat et outil d'accompagnement de la création d'activités - reste à étudier. Le positionnement des activités en bord d'avenue, dans la continuité du parc d'activités nord créerait un effet vitrine générant une image positive et dynamique de l'ensemble du quartier. Pour ce qui concerne les activités existantes, le préalable est de connaitre leur pérennité, afin d'anticiper les fermetures ou mutations éventuelles, sur les franges du quartier.

- **Valoriser le tissu associatif et le rendre visible** : Au regard de l'état des locaux actuels, une nouvelle implantation des associations est prioritaire. En pied d'immeubles ou dans une construction neuve, pour répondre aux besoins de lisibilité accrue, leur localisation se devra d'investir un secteur central, très largement visible et accessible par tous. Afin d'adapter ces locaux aux pratiques et répondre aux besoins exprimés, des espaces communs et des moyens pourraient y être mutualisés.

2.2.2 Vocations, axes d'intervention urbaine et objectifs opérationnels du quartier Val de l'Aurence Sud

VOCATION VAL DE L'AURENCE SUD	**Un quartier résidentiel et naturel, transition entre la ville et la vallée de l'Aurence, qui pourrait être le support d'un nouveau développement pour Limoges**
S'organisant de part et d'autre de la RD 941 (liaison Angoulême / Limoges) et premier secteur urbain visible depuis cet axe majeur, le quartier Val de l'Aurence Sud constitue, de par sa position géographique et ses caractéristiques urbaines, une véritable porte ouest de l'agglomération. Il n'en connait toutefois pas les effets bénéfiques. **L'ambition est désormais d'inscrire le Val de l'Aurence Sud dans un projet d'ensemble visant à l'émergence d'un pôle d'équilibre et de développement à l'Ouest.**	

Orientation stratégique : S'appuyer sur la position du quartier pour lui faire changer d'image

- **Travailler l'image de l'entrée ouest de l'agglomération** : Les deux fronts bâtis encadrant la RD 941 ne participent pas de la définition d'une entrée d'agglomération, de ville ou de quartier qualitative. Le projet urbain se devra d'intégrer cette problématique particulière. Dans un premier temps, il s'agira de clarifier l'accès aux deux entités du Val de l'Aurence Sud.

- **Valoriser les équipements phares du quartier et leurs liaisons à l'environnement proche** : Déjà engagée avec la création d'un parvis reliant le nouveau gymnase et l'équipement associatif et culturel, la mise en scène et l'accès des équipements comme le lycée du Mas Jambost, la maison du Mas Jambost, le parc du Talweg permettrait une meilleure appréhension de leur présence et donc de l'offre en la matière. Propriété de la ville de Limoges, la maison du Mas Jambost et son parc pourrait devenir un nouveau lieu d'accueil d'un « service » rayonnant bien au-delà du quartier. Sa vocation reste à définir.

- **Développer les parcours possibles depuis le quartier vers la vallée de l'Aurence, au sein du quartier et entre le sud et le nord** : En s'appuyant sur les points de connexion préexistants, des cheminements piétons pourraient être aménagés pour favoriser les liens vers la Vallée de l'Aurence et au-delà. Il s'agirait également de permettre aux habitants de sortir de leurs lieux quotidiens, à pied ou en vélo, en toute sécurité et d'utiliser toute l'offre mise à leur disposition par la ville. Au travers de partenariats avec les écoles, les associations, le périscolaire et accueil de loisirs, il est envisageable de créer des animations à destination de la vallée de l'Aurence afin de faciliter son appréhension, sa pratique, et développer des actions collectives « hors les murs ».

Orientation stratégique : Qualifier le cadre urbain, naturel et paysager du quartier

- **Restructurer la trame urbaine (ouverture vers le sud, développement de cheminements doux sécurisés et lisibles)** : Le quartier pourrait bénéficier d'un maillage plus dense qui l'ancrerait dans une trame urbaine plus vaste. Il s'agirait pour ce faire de l'ouvrir au sud (contrainte de la voie ferrée) et au niveau du carrefour d'Oradour pour tous les modes de déplacement, mais aussi vers l'est (accroche sur le boulevard et l'offre en transports en commun) et l'ouest (ouverture vers la vallée) pour les modes doux. Les parcours se devront d'être lisibles, sécurisés, pacifiés. Enfin, il s'avérera également nécessaire de s'engager plus généralement à un traitement qualitatif des espaces publics, laissant large place aux piétons, dans le droit fil des actions engagées dans le cadre du PRU 1.

- **Qualifier l'habitat et les formes urbaines : résidentialisations, démolitions, reconstructions :** Les tours étant groupées et constituant des îlots distincts au sein du quartier, leur résidentialisation apparait plus qu'opportune. Dans ce cadre, une attention particulière devrait être portée sur les co-visibilités avec la RD941. Une étude spécifique a d'ores et déjà été conduite sur la résidentialisation du secteur Lyautey Fayolle, alors que la réalisation des opérations de résidentialisation du secteur Franchet d'Esperey est en cours de finition. Toutefois, il reste à consolider les actions solidaires pour permettre aux résidents d'assumer pleinement la mise en œuvre des règles découlant d'une résidentialisation. Par ailleurs, l'ouverture nécessaire de la barre du Grand S est un préalable, et engagera des réflexions sur l'opportunité de déconstruction, d'un traitement architectural ambitieux et des résidentialisations adaptées à un nouveau plan masse du quartier. L'état de l'école primaire qui lui est contiguë (et en position centrale) et son lien avec le reste du quartier devront être réinterrogés.

- **Valoriser et mettre en scène les aménités naturelles en travaillant la trame végétale du quartier :** Il conviendrait d'offrir cette qualité visuelle également depuis les espaces publics en ménageant des points de vue au travers de la végétation, afin de guider le regard vers la rivière et son fond de vallée en partie aménagé. La palette végétale qui accompagnerait la requalification ou la création des espaces publics pourrait être établie en toute cohérence avec la végétation installée dans la vallée afin de constituer une véritable trame verte interne mais connectée à des ensembles naturels plus vastes et de favoriser la biodiversité et l'intégration paysagère du quartier dans son environnement.

Orientation stratégique : Renforcer la mixité fonctionnelle du quartier

- **Conforter et développer l'offre commerciale de proximité au regard des besoins identifiés :** Le maintien et le soutien au développement de l'offre commerciale de proximité devront être interrogés, aux vues des conclusions d'une étude spécifique. Des actions d'amélioration de sa visibilité et de son accessibilité seraient également pertinentes.
- **Reconquérir les espaces en friche et y développer de nouvelles fonctions, notamment économiques :** La position stratégique en entrée de ville et d'agglomération du Val de l'Aurence Sud, à deux pas des grands axes routiers et du centre-ville, pourrait être davantage valorisée au travers du développement d'activités. Une étude des besoins du tissu entrepreneurial à l'échelle de l'agglomération est en cours, elle sera croisée avec les potentialités foncières et les atouts du quartier pour conclure sur l'opportunité d'y accueillir de nouvelles activités.

2.2.3 Vocations, axes d'intervention urbaine et objectifs opérationnels du quartier Val de l'Aurence Nord

VOCATION VAL DE L'AURENCE NORD	**Une polarité secondaire et mixte entre la ville et la vallée de l'Aurence.**
Quartier à vocation résidentielle, le Val de l'Aurence Nord bénéficie d'un bon niveau d'équipement, d'une bonne connexion au centre-ville et d'une mixité sociale. **L'ambition est de construire un projet urbain valorisant les atouts de ce quartier, en l'ouvrant davantage vers la vallée de l'Aurence et en en améliorant la lisibilité des espaces publics et la qualité résidentielle, afin de maintenir l'actuelle mixité sociale.**	

Orientation stratégique : Ouvrir et créer du lien avec la vallée de l'Aurence

- **Restructurer et améliorer la visibilité de la trame viaire pour ouvrir davantage le quartier sur la vallée de l'Aurence et ses aménités :** La proximité du quartier avec la vallée de l'Aurence n'est aujourd'hui pas suffisamment mise en valeur. La trame viaire contribue à ce déficit de liens, par son caractère fermé. Le projet devra donc veiller à restructurer la trame viaire (réseaux routiers, piétons) afin de rendre les aménités naturelles de la vallée de l'Aurence davantage visibles et accessibles depuis le quartier. Cette restructuration passera notamment par :
  - une proposition de maillage des cheminements piétons internes au quartier ;
  - des actions de résidentialisation qui définiront les limites en espaces publics et privés ;
  - un marquage de la centralité que constitue la place Vardelle ;
  - une signalétique adaptée ou traitement architectural propre aux services ;
  - un traitement des ruptures de gabarit par des démolitions et diversification des formes bâties.

- **Créer des liens piétons affirmés au sein du quartier** : Afin de rendre le quartier plus agréable et durable, de limiter la place de la voiture et de faciliter les déplacements des habitants, le projet devra permettre de renforcer nettement la place des liaisons douces au sein du quartier. Les cheminements piétons, afin d'être réellement appropriés par les habitants, devront être affirmés, larges, visibles, sécurisés et desservir les équipements et espaces publics centraux du quartier et environnants. Ces liaisons douces seront également un lien « vert » avec la Vallée de l'Aurence.

Orientation stratégique : Qualifier l'habitat et les formes urbaines

- **Accroître l'efficacité énergétique des copropriétés :** Ce parc vieillissant n'ayant pas fait l'objet d'opération d'isolation telles qu'engagées sur le parc social, il convient d'inciter et d'accompagner les actions en matière d'isolation de logements et de limitation des consommations en énergie.
- **Qualifier les formes urbaines : démolitions (tours en étoile) et diversification :** La nécessité de recourir à de la déconstruction partielle des barres Foch - pour segmenter ces ensembles bâtis aux dimensions inadaptées au contexte et permettre une ouverture physique et visuelle plus ample vers la vallée - demandera au préalable une étude approfondie en terme de faisabilité technique et financière. La démolition des tours en étoile pose la question du devenir du terrain libéré, et donc des besoins à satisfaire sur le quartier. Ces éléments programmatiques ne peuvent être esquissés qu'à partir d'un diagnostic plus fin et de l'analyse des potentialités de chaque acteur à investir les lieux.
- **Réhabiliter voire résidentialiser le parc de logements collectifs :** L'exemple de résidentialisation de tours telles que celles de Franchet d'Esperey et l'étude menée sur Lyautey Fayolle sur le Val de l'Aurence Sud peut utilement servir de base à la réflexion pour permettre une action similaire sur le patrimoine du Val de l'Aurence nord, et ce, dans le parc social, comme sur les copropriétés situées en frange afin de ne pas créer de disparités dans l'offre locale.

Orientation stratégique : Conforter et renforcer la fonction de polarité du quartier

- **Créer des liaisons internes avec les équipements et externes au quartier**
- **Renforcer l'accessibilité et l'ouverture de la place Vardelle :** La place Vardelle constitue la centralité principale du quartier mais souffre aujourd'hui d'un enclavement qui obère sa capacité à rayonner sur l'ensemble du quartier et à animer la vie des habitants. Le projet de rénovation urbaine devra donc s'attacher à désenclaver cette place, à la rendre visible et facilement accessible, notamment par les liaisons douces.

2.2.4 Vocations, axes d'intervention urbaine et objectifs opérationnels du quartier Portes Ferrées

VOCATION PORTES FERREES	**Un quartier durable (éco-quartier) exemplaire et pleinement intégré au centre-ville**
Quartier à vocation résidentielle inséré dans le tissu des faubourgs, le quartier des Portes Ferrées bénéficie d'une bonne desserte et est situé au cœur d'un environnement urbain riche en équipements et services, facteur de développement exogène. A l'échelle de l'agglomération, il constitue une zone de transition entre parc d'activités sud et secteur de faubourg. **La Ville de Limoges souhaite que cette opération s'inscrive dans une démarche d'éco-quartier dans toutes ses composantes.** *NB : Les orientations stratégiques et objectifs opérationnels sur les Portes Ferrées seront arrêtés suite à l'étude de programmation lancée par la Ville de Limoges. Certaines orientations peuvent néanmoins d'ores et déjà être énoncées.*	

Orientation stratégique : Renforcer l'intégration du quartier dans son environnement

- **Requalifier et sécuriser les liaisons au quartier**
- **Créer des traversées lisibles et sécurisées du quartier vers ses équipements**

Orientation stratégique : Qualifier l'habitat et le cadre urbain

- **Accroître l'efficacité énergétique des logements :** La réhabilitation des logements devra répondre à l'objectif de réduction des consommations énergétiques globales.

- **Qualifier / créer des espaces publics en renforçant leur vocation de lieu de vie sociale et qualifier le parc de logements collectifs (résidentialisations, réhabilitations, démolitions) :** Afin de réellement qualifier le cadre de vie du quartier, certains bâtiments (logements, équipements) devront être réhabilités, d'autres démolis, au regard des études menées. Par ailleurs, les espaces publics jouent un rôle essentiel pour l'existence d'une vie sociale animée, attractive et rassurante. Un travail de qualification, de structuration, voire de création de ces espaces publics apparaît ainsi indispensable.
- **Ouvrir l'îlot à son environnement proche :** Le cœur d'îlot est aujourd'hui particulièrement enclavé et le projet urbain doit permettre de l'ouvrir largement au reste du quartier et à l'ensemble de son environnement urbain.

Orientation stratégique : Co-construire un nouveau mode durable d'habiter

- **Mettre en valeur les modes doux et les espaces verts :** Cet objectif passera notamment par l'intégration du quartier dans la trame verte et bleue de la commune et la création de corridors écologiques.
- **Accompagner la création de nouveaux services ou usages en lien avec la démarche éco-quartier :** La création de nouveaux services, dans le cadre de la démarche éco-quartier, pourra bénéficier de la création et / ou de la réhabilitation de locaux en rez-de-chaussée, qui participeront ainsi à l'animation du quartier. Ceux-ci pourront également servir à reloger des services déjà existants sur le quartier. Par ailleurs, les collectivités souhaitent, à travers la création de nouveaux lieux, renforcer la participation des habitants à la vie du quartier, ainsi que leur responsabilisation, et le lien social. La co-gestion de jardins partagés est à ce titre une piste de projet intéressante.

Article 3. Points d'attention et demandes d'approfondissement souhaitées par l'ANRU dans le cadre du protocole de préfiguration

Lors de l'instruction du projet de protocole de préfiguration, dans le cadre du Comité d'engagement du 17 octobre 2016, les partenaires ont soulevé des points d'attention particuliers détaillées ci-dessous.

- Les partenaires ont constaté avec satisfaction que les acteurs locaux ont su tirer parti des enseignements du premier programme au regard des enjeux du NPNRU en mettant en place une véritable équipe projet entre des deux collectivités, organisée autour du directeur de projet. Ainsi, après avoir rappelé l'importance du portage à la fois technique et politique pour la réussite des projets de renouvellement urbain, ils ont invité les collectivités à **poursuivre leur travail en commun sur tous les sujets, notamment les transports et la stratégie habitat**.
Les partenaires ont signalé que l'ANRU sera attentive tout au long du déroulement du protocole de préfiguration à la **qualité du portage du projet, sa bonne cohérence et réactivité.** Ils rappellent que la qualité de la gouvernance et la bonne articulation des portages politique et technique constituent la clé de voûte de la réussite des projets de renouvellement urbain.

- Les partenaires ont souhaité attirer l'attention des collectivités sur la **vigilance à apporter quant à** la **bonne prise en compte au sein des études urbaines relatives à chaque quartier du contenu et des avancées des études thématiques** du programme de travail, qu'il s'agisse des projets de TCSP, des interventions sur le parc social ou des choix en matière de développement économique. Ce choix méthodologique implique de **renforcer l'AMO de conduite du protocole de préfiguration avec un volet urbain conséquent**, pour accompagner en ce sens la collectivité. Les partenaires souhaitent également qu'une **attention transversale soit portée sur la qualité urbaine du projet, dès la phase d'élaboration.**
Les partenaires ont par ailleurs rappelé la **nécessaire articulation entre l'étude de peuplement, l'étude habitat** permettant de réinterroger la stratégie patrimoniale sur le parc social **et l'actualisation de la stratégie urbaine.** L'étude de peuplement doit notamment permettre d'**affiner la connaissance de l'occupation sociale**, tant sur le parc privé que le parc social, ce qui servira ainsi aux bailleurs pour affiner leur stratégie. Une **cartographie claire de l'occupation du parc social** est attendue. L'étude habitat devra permettre de **justifier les partis-pris urbains** et **conforter le choix des réhabilitations/démolitions**, dans une dimension transversale et inter-bailleurs.
Les coûts d'études pré-opérationnelles qui seraient menées en complément dans le protocole pourraient éventuellement être repris dans l'assiette de subvention des opérations qui seront in fine retenues en financement par l'ANRU.

- Les partenaires ont souhaité attirer la vigilance des collectivités sur la **bonne prise en compte au sein des différentes études urbaines du contenu et des avancées des études thématiques** du programme de travail, qu'il s'agisse des projets de TCSP, des interventions sur le parc social ou des choix en matière de développement économique.

- Les partenaires ont noté la volonté de la collectivité d'agir fortement dans la perspective d'introduire plus de mixité et un fonctionnement apaisé des quartiers, au travers de la diversification de l'habitat par l'accession sociale et la qualité des espaces publics. Les partenaires ont alors également **rappelé l'importance du niveau et de la qualité des services proposés aux habitants**, dès lors que l'on vise le retour des salariés dans les quartiers et l'attachement des habitants à leur quartier (travail sur l'offre scolaire, l'accès aux soins médicaux, l'offre commerciale, les services publics et l'accessibilité des quartiers). Ils ont précisé qu'une **démarche de marketing territorial peut s'avérer pertinente et utile** pour favoriser la communication sur l'évolution de ces quartiers et amorcer une dynamique positive auprès des populations qui y sont extérieures.

- Les partenaires ont rappelé la **nécessité d'étayer la connaissance du marché local de l'habitat**, qu'il s'agisse de l'adéquation du parc social à la demande ou du marché de l'accession à la propriété, pendant le protocole de préfiguration. Ils ont ainsi noté la volonté de la collectivité de rééquilibrer le logement locatif social de la ville-centre vers les communes périphériques en portant une attention particulière à la desserte en transport en

commun, ainsi que la volonté pragmatique de ne pas reconstruire au 1 pour 1 dans un contexte de relative perte démographique et de vacance parfois importante dans le parc social. Dans le cas d'une reconstitution inférieure au volume des démolitions, les partenaires ont attiré l'attention du porteur de projet sur le fait que **l'offre nouvelle produite en droit commun doit être adaptée en conséquence (et ne pas compenser les logements qui ne seraient pas reconstitués)**. Dans ce contexte, **le PLH doit apporter des éléments sur les niveaux de déconstruction/reconstruction en corrélation avec la construction neuve**. Les partenaires seront **particulièrement attentifs à la stratégie globale sur le parc social et le resserrement de la vacance, tout autant que sur les volumes de construction en accession à la propriété.**

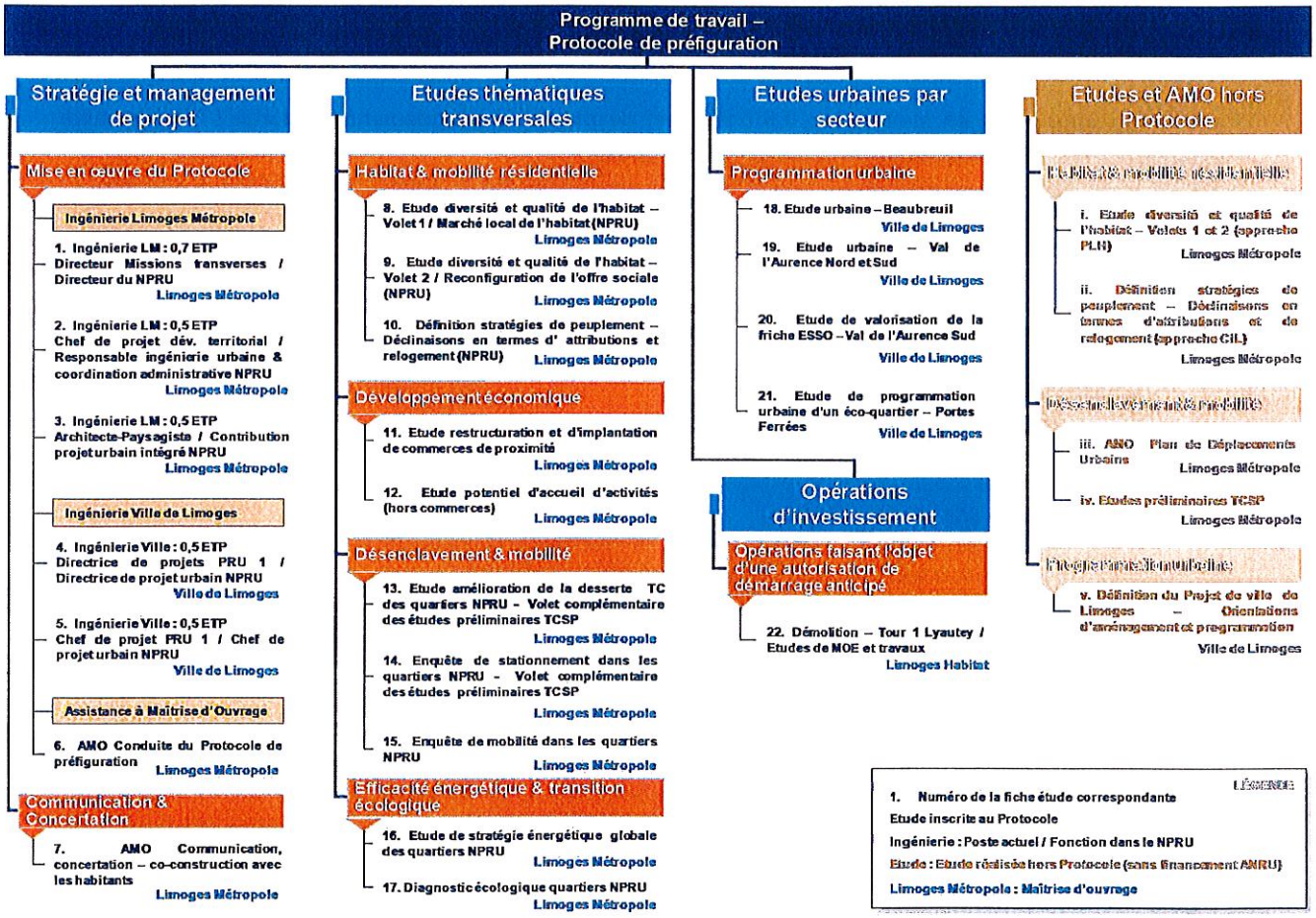
- Les partenaires précisent que, dans le cadre du point de rendez-vous intermédiaire (mi-2017), une **attention particulière devra être portée à la stratégie relative au parc social**, en articulation avec l'occupation sociale, l'état du bâti et les orientations urbaines. Cela permettra d'argumenter les demandes complémentaires potentielles de démarrage d'opérations de démolition ou de résidentialisation avant la fin du protocole de préfiguration. Ce point pourrait ainsi conditionner le démarrage anticipé des études de maitrise d'œuvre des différentes opérations envisagées.

- Les partenaires ont noté la volonté du porteur de projet de lancer la convention pluriannuelle de renouvellement urbain pour le quartier régional des Portes Ferrées au moment du rendez-vous intermédiaire (mi-2017). Ils précisent que dans ce cas, un certain nombre d'**attendus portant sur la stratégie globale d'agglomération et son articulation avec les projets de renouvellement urbain** devront être produits à ce stade (concernant les volets habitat notamment).

Article 4. Programme de travail à réaliser au titre du protocole de préfiguration

Afin de préparer au mieux le conventionnement ANRU du projet de renouvellement urbain intercommunal portant sur les quartiers de Beaubreuil, Val de l'Aurence Nord et Sud et les Portes Ferrées, Limoges Métropole a établi en lien étroit avec la Ville de Limoges et leurs partenaires (dans le cadre des groupes de travail thématiques présentés dans la partie précédente) le programme du travail à conduire au cours de la phase Protocole. Ce programme de travail comprend les moyens d'ingénierie nécessaires à la mise en œuvre du présent Protocole et des modalités de concertation ambitionnées, et les études à réaliser pour la bonne définition programmatique et financière des projets urbains.
Le planning de réalisation afférent figure en Annexes 11 et 12. A noter : une clause de revoyure, c'est à dire un point d'étape avec l'ANRU, se tiendra à mi-parcours (horizon juin 2017). Les principes et objectifs de cette dernière sont précisés à l'article 12 du présent protocole.

Le programme de travail, représenté au sein du schéma ci-dessous, est décrit aux pages suivantes.



Stratégie et management de projet

Ingénierie Limoges Métropole : 0,7 ETP Directeur Missions Transverses / Directeur du NPRU

Le directeur du nouveau projet de renouvellement urbain a en charge le pilotage et l'animation du dispositif ainsi que sa contractualisation, au sein de Limoges Métropole. Son rôle est ainsi de faire émerger un projet partagé et réaliste au vu des enjeux, potentialités et contraintes du renouvellement urbain, de fédérer les partenariats, d'assurer la cohérence de la mise en œuvre avec les politiques stratégiques.

Les missions sont les suivantes :

- Mise en place de l'organisation de projet
- Management de l'équipe projet dédiée
- Rendre compte et préparation des arbitrages
- Pilotage du dispositif auprès de l'ANRU et de la DDT, et garantie de la cohésion du projet
- Cadencement du projet et respect des plannings
- Identification, mobilisation et animation des partenariats
- Portage de la démarche et communication générale
- Evaluation des capacités financières à mobiliser et contrôle de la maquette financière
- Supervision de l'intégration du projet au contrat de ville
- Elaboration de l'évaluation du projet

Ingénierie Limoges Métropole : 0,5 ETP Chef de projet développement territorial / Responsable ingénierie urbaine et coordination administrative du NPRU

Afin de garantir une vision transversale et pluridisciplinaire de l'approche « renouvellement urbain », d'identifier, de mettre en forme et en lien les données de diagnostic, de vérifier l'adéquation entre le programme et les projets urbains, la mobilisation d'un chef de projets en développement territorial et aménagement de l'espace s'est avéré nécessaire.

Les missions sont les suivantes :

- Coordination administrative, structuration et mobilisation des ressources, centralisation des données, traçabilité des décisions
- Suivi de l'AMO chargé de la conduite du protocole :
  - Valorisation et harmonisation des productions de l'équipe
  - Synthèse des productions, expression sous forme de données de programme et transmission à la direction des projets urbains
  - Suivi de l'élaboration du projet urbain et vérification de l'adéquation programme-projet, évaluation des actions et leurs impacts (faisabilité juridique, financière, technique, …)
- Accompagnement et structuration des réflexions portées par les groupes de travail (diagnostics et éléments de programme) en matière d'habitat, de déplacements et mobilité, de développement durable, de mixité fonctionnelle
- Suivi des marchés publics nécessaires, des plannings et des dépenses

Ingénierie Limoges Métropole : 0,5 ETP Architecte-paysagiste / Contribution pour un NPRU intégré

Au sein de l'équipe en charge de la définition et de la mise en œuvre du projet urbain, porté par la Ville de Limoges, l'architecte paysagiste dplg participera activement à l'intégration au projet urbain des composantes impliquant Limoges Métropole (mobilité, environnement, habitat, …). Ses compétences seront également mises à profit pour élargir et accompagner la réflexion du projet. Elle sera garante d'un véritable partenariat avec la ville de Limoges et travaillera en étroite collaboration avec les urbanistes de la ville en charge du dossier.

Les missions sont les suivantes :

- Participation / réalisation de compléments de diagnostics urbains et paysagers
- Traduction spatiale des données et enjeux
- Suivi des missions de programmation urbaine sur les 4 quartiers, puis de maîtrise d'œuvre : interlocutrice référentielle pour la prise en compte des enjeux liés aux différents composants de LM (mobilité, environnement, habitat…)

- Analyse des propositions formulées et vérification de la prise en compte des données émises par les groupes de travail
- Anticipation, puis coordination des interventions opérationnelles ultérieures sous maitrise d'ouvrage Limoges Métropole
- Participation à la communication de projet
- Interface avec le système d'information géographique de Limoges Métropole

- **Ingénierie Ville de Limoges : 0,5 ETP Directrice de projet PRU1 / Directrice de projet urbain NPRU**

Articulée avec le volet stratégique du NPRU, la Ville de Limoges assure le volet opérationnel du projet. Au cours de la phase Protocole, il s'agit pour la Ville de piloter les études de programmation urbaine pour élaborer les projets de renouvellement à l'échelle des 4 quartiers NPRU situés sur son territoire, en collaboration avec Limoges Métropole. Au sein de la Ville de la Limoges, la Directrice du projet urbain NPRU assure la supervision des missions du chef de projet NPRU et des autres personnes impliquées dans le suivi des missions d'AMO de programmation urbaine et des autres études ; elle fait également le lien avec les instances de gouvernance du Protocole.

Les missions sont les suivantes :

- Représenter la maîtrise d'ouvrage Ville de Limoges au sein de l'équipe du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain de l'agglomération de Limoges :
  - Participer à la réflexion stratégique pilotée par la Direction du NPRU
  - Valider les documents de cadrage administratifs, juridiques et techniques préalables aux projets en vue de leur suivi
  - Représenter la maîtrise d'ouvrage Ville en matière d'études préalables d'urbanisme et d'espaces publics, garant de la qualité urbaine des réalisations
  - Co-animer et co-préparer les instances de pilotage du NPRU en s'appuyant sur le chef de projet et en lien avec les équipes de Limoges Métropole
  - Représenter la Ville lors de rencontres avec des administrés, des collectivités locales et des professionnels
  - Animer la réflexion interne à la collectivité sur cette thématique (aspects opérationnels et aspects de coordination des politiques publiques municipales dans le cadre des projets de renouvellement urbain)
  - Assumer la responsabilité de la conduite des études, opérations et actions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Ville dans le cadre du NPRU en particulier en matière de programmation urbaine :
  - Définition du cadre communal dans lequel devra s'inscrire le renouvellement urbain au regard du projet de ville
  - En relation étroite avec Limoges Métropole, s'inscrire en étant force de proposition dans une dynamique intercommunale veillant à intégrer le renouvellement urbain dans les politiques publiques communautaires en matière notamment d'habitat, de développement économique et de transport
  - Suivi de la maîtrise d'ouvrage des études urbaines préalables et de la maitrise d'œuvre aménagement
  - Mettre en place et animer les équipes de suivi de projet, conduire la concertation inter-acteurs en lien avec le chef de projet
  - Superviser les interventions des prestataires extérieurs
  - Assurer l'interface entre les acteurs, les partenaires, les prestataires
  - Mettre en place une organisation facilitant la transmission des informations et les décisions hiérarchiques
  - Assurer le suivi des décisions prises et assurer le lien avec la hiérarchie
  - Veiller au respect du planning des opérations

- **Ingénierie Ville de Limoges : 0,5 ETP Chef de projet PRU1 / Chef de projet urbain NPRU**

Au sein de la Ville de la Limoges, la Chef du projet urbain NPRU assure suivi des études de programmation urbaine portant sur les 4 quartiers (Portes Ferrées, Beaubreuil, Val de l'Aurence Nord et Sud) ainsi que l'étude spécifique portant sur la transformation de la friche ESSO, en lien avec les autres personnes impliquées dans le suivi de ces études. La chef de projet urbain NPRU participe aussi au suivi des études menées par les autres partenaires et aux groupes de travail. Enfin, elle a un rôle de coordination interne avec les autres services de la Ville de Limoges.

Les missions sont les suivantes :

- Participation à l'élaboration du NPRU et du programme de travail mis en place :
  - Coordination interne avec les autres services de la Ville de Limoges en particulier le service politique de la Ville (lien avec les agents de développement, la GUP) et coordination externe (lien avec la Direction de projet NPRU et le service politique de la ville de Limoges Métropole)
  - Suivi des études menées par les autres partenaires (LM, bailleurs)
  - Participation aux groupes de travail thématiques
  - Élaboration des documents administratifs, juridiques et techniques préalables aux projets, en vue de leur suivi (protocole, documents cadre) en lien avec le directeur de projet
  - Garantie de la qualité et du bon déroulement de chaque projet (suivi de la validation du projet et des opérations le constituant, reporting, en lien avec la Direction de projet Ville et Limoges Métropole)
  - Suivi et contrôle de l'exécution des études et dossiers en cours (planning, suivi des objectifs, réponse aux enjeux)
  - Contrôle des engagements financiers et du budget correspondant aux actions menées (tableaux de bord, plannings et bilans) en lien avec la responsable du suivi budgétaire et financier de la Direction
  - Suivi de l'évaluation des projets (globale et par opération)
  - Représentation de la Ville lors de rencontres avec des administrés, des collectivités locales et des professionnels
  - Rédaction des rapports, des notes, des courriers, afférents aux dossiers suivis
  - Conseil sur les aspects de procédure, le suivi opérationnel des projets de renouvellement urbain
  - Veille juridique en lien avec les activités
- Mise en œuvre des études et des projets urbains qui y sont rattachés :
  - Accompagnement à l'élaboration des documents administratifs, juridiques et techniques préalables aux projets
  - Participation à la rédaction des cahiers des charges et des rapports d'analyse des offres, et suivi des procédures de mise en place des marchés publics liés aux opérations de chaque projet
  - Suivi des études accompagnant les projets : études de programmation urbaine – AMO, et études Portes Ferrées, Esso
  - Rédiger des rapports, des notes, des courriers, afférents aux dossiers suivis
- Animation du partenariat sur chaque projet urbain :
  - Mettre en place et animer les équipes de suivi de projet, conduire la concertation inter-acteurs
  - Superviser les interventions des prestataires extérieurs
  - Assurer l'interface entre les acteurs, les partenaires et les prestataires,
  - Mettre en place une organisation facilitant la transmission des informations et les décisions hiérarchiques,
  - Rédiger des comptes-rendus de réunions, et assurer le suivi des décisions prises
  - Assurer la coordination opérationnelle des maîtrises d'ouvrage

- **AMO Conduite du Protocole de préfiguration (MOA Limoges Métropole)**

En appui de la maîtrise d'ouvrage, il est apparu nécessaire de faire appel à un assistant, afin de coordonner et d'articuler entre elles les différentes études et opérations identifiées, et de définir un projet opérationnel partenarial de renouvellement urbain complet, sur la base de leurs conclusions. Il collaborera directement avec la direction du NPRU et la direction des finances de Limoges Métropole.

Les missions sont les suivantes :

- Assistance au lancement des études et opérations
- Adaptation du protocole si nécessaire (avenants, ...)
- Assistance à l'organisation des comités techniques et de pilotage (Comité de coordination et Comité d'Orientations Stratégiques)
- Ordonnancement et coordination des études et opérations anticipées :
  - Tenue du planning de travail,

- Mise en place d'alertes,
- Coordination des études menées par chaque maître d'ouvrage,
- Mise en cohérence des études NPRNU avec les documents cadres de la Politique de la Ville en cours de réactualisation : Projet de Vile, PLU, PLH, CIL et Convention de cohésion territoriale, PDU…
- Appui à la présentation des conclusions des études auprès des groupes de travail et des instances décisionnelles

- Bilan global d'opération : récapitulatif des études et opérations sur le plan calendaire et financier, projection de l'enchaînement des opérations à mener pour la mise en œuvre du projet (global et par année), proposition d'outils de suivi
- Sécurisation juridique des opérations projetées : identification des procédures réglementaires, foncières, de maîtrise d'ouvrage etc. à mener ainsi que des outils d'urbanisme opérationnels les plus adaptés
- Accompagnement des maîtres d'ouvrage pour l'identification d'indicateurs financiers référentiels visant à évaluer leur capacité à porter leurs engagements, et analyses afférentes
- Préparation de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain : notamment, présentation du projet urbain, échéancier des opérations, plan de financement, maquette financière et vérification des conditions d'exécution de la convention (sur les plans techniques, juridiques, financiers…)
- Expertises ponctuelles sur la mise au point du projet urbain global, les conditions de sa mise en œuvre, le bilan prévisionnel d'aménagement en découlant

- **AMO Appui à la communication, concertation et co-construction avec les habitants (MOA Limoges Métropole)**

Le territoire dispose de plusieurs leviers pour favoriser la co-construction des projets (conseils de quartiers, conseils citoyens, GUP, fond de participation des habitants…) mais les modalités de participation et de co-construction des projets urbains avec les habitants nécessitent néanmoins d'être plus clairement définies. Par ailleurs, et en lien étroit avec l'enjeu de l'association des habitants au projet, une véritable stratégie de communication mérite d'être réfléchie de façon concomitante. En appui de la maîtrise d'ouvrage, il est donc apparu nécessaire de faire appel à une assistance à maitrise d'ouvrage durant la phase protocole pour accompagner les acteurs locaux sur deux réflexions intimement liées : la participation des habitants et la communication du projet.

Les missions de la Phase 1 d'accompagnement des acteurs locaux dans la définition des orientations stratégiques quant aux modalités d'association des habitants consistent à :

- Prendre en compte et proposer une articulation des leviers existants au niveau local (les conseils de quartiers, les conseils citoyens…)
- Interroger l'opportunité et les modalités de mise en œuvre des maisons de projets sur les 2 quartiers en PRIN
- Proposer une méthodologie d'accompagnement des habitants dans une logique de participation citoyenne
  - Accompagner à la prise de parole
  - Favoriser le positionnement des habitants en tant qu'acteurs du projet de renouvellement urbain
  - Organiser la présence des habitants au sein des groupes de travail représentant la maitrise d'ouvrage du projet
  - Amener les porteurs de projets (maitres d'œuvre et maitres d'ouvrage) à être dans une logique d'ouverture
  - Elaborer le cahier des charges d'un plan de formation à décliner sur le temps de la convention visant à la fois les habitants eux-mêmes, mais également les maitres d'ouvrages
- Accompagner la définition du plan de communication :
  - Définir les responsabilités de chacun des acteurs et les outils à mobiliser sur les différentes phases et aux différents niveaux du projet : le niveau politique et stratégique global ; les phases de préfiguration (dans le cadre des études de programmation urbaine notamment) et de convention (mise en œuvre opérationnelle du NPRU)
  - Accompagner les acteurs locaux dans la définition des grandes orientations stratégiques : recherche d'un nom et d'un slogan pour accompagner le projet dans la durée, usages des maisons de projet

Les missions de la Phase 2 de conception des outils de déclinaison de cette stratégie de communication et d'association des habitants consistent à :

- Elaborer une charte graphique et réaliser des supports d'information
- Prévoir le fonctionnement et la mise en scène des maisons de projet, déjà présentes au Val de l'Aurence Sud et à Beaubreuil, afin d'en faire des supports essentiels de la sensibilisation et de l'implication des habitants et acteurs locaux à l'élaboration et au suivi du renouvellement de leur quartier

○ Etudes thématiques transversales

● Etude diversité et qualité de l'habitat – Volet 1 / Impact des flux migratoires et des parcours résidentiels sur le marché local (MOA Limoges Métropole)

Le nouveau PHL devra permettre de redéfinir des objectifs de construction et d'identifier les leviers efficaces pour une relance du marché immobilier. Une étude « Diversité et qualité de l'habitat », composée de 2 volets, est proposée en complément du diagnostic PLH qui sera lancé à l'automne 2016. Le territoire souhaite en effet porter une articulation forte entre les deux démarches car si la question de l'habitat est centrale pour le NPRU de Limoges Métropole, elle ne peut être traitée à la seule échelle des quartiers. Chacun des deux volets fait l'objet d'une approche PLH et d'une approche QPV / NPRU.

N.B. : Par souci de cohérence et de bonne appréhension des sujets, les approches PLH et les approches QPV / NPRU ont été incluses au sein de la même étude, afin d'être réalisées par un prestataire unique. Toutefois, au sein de chacun des 2 volets de l'étude, seules les approches QPV / NPRU (cf. schéma de la structuration du programme de travail : études 8 et 9) font l'objet d'une sollicitation de co-financement par l'ANRU. Les approches PLH (cf. schéma de la structuration du programme de travail : études i et ii) sont quant à elles entièrement financées par Limoges Métropole.

Ce premier volet de l'étude diversité et qualité de l'habitat vise à :

- Caractériser précisément les segments du marché local de l'habitat
- Déterminer les interactions, les similitudes, les différences entre les différents territoires et les logements qu'ils proposent ; notamment en ce qui concerne le parc de logements des quartiers (QPV et NPRU) et le parc hors quartier

Pour ce faire, cette étude se compose de 2 éléments :

- Elément 1 : Analyse du marché local de l'habitat à l'échelle de Limoges Métropole (Approche PLH). Il conviendra de décrypter les mécanismes qui sont à l'origine ou qui accompagnent la structuration du marché de l'habitat détendu sur Limoges Métropole. Les missions sont les suivantes :
  - ➢ Analyse du phénomène de périurbanisation vers la 2ème voire la 3ème couronne pour identifier les causes de la perte d'attractivité du cœur urbain et évaluation des leviers pour enrayer ce phénomène
  - ➢ Description des parcours résidentiels constatés au sein de l'agglomération et les caractéristiques des ménages entrants et sortants
  - ➢ Analyse du rôle du parc locatif (social et privé) dans les parcours résidentiels
  - ➢ Synthèse descriptive qualifiant les segments qui composent le marché local : parc privé du centre ancien, copropriétés, parc public, parc locatif privé, parc pavillonnaire…

- Elément 2 : Rôle du parc d'habitat des quartiers prioritaires (QPV) et NPRU au regard du marché global (Approche QPV / NPRU). Les missions sont les suivantes :
  - ➢ Analyse des flux résidentiels dans et via les quartiers prioritaires
  - ➢ Analyse de la structure du parc de logements de chaque quartier prioritaire, de ses fonctions résidentielles et de son rôle sur le marché de l'habitat

● Etude diversité et qualité de l'habitat – Volet 2 / Reconfiguration de l'offre sociale (MOA Limoges Métropole)

N.B. : Par souci de cohérence et de bonne appréhension des sujets, les approches PLH et les approches QPV / NPRU ont été incluses au sein de la même étude, afin d'être réalisées par un prestataire unique. Toutefois, au sein

de chacun des 2 volets de l'étude, seules les approches QPV / NPRU (cf. schéma de la structuration du programme de travail : études 8 et 9) font l'objet d'une sollicitation de co-financement par l'ANRU. Les approches PLH (cf. schéma de la structuration du programme de travail : études i et ii) sont quant à elles entièrement financées par Limoges Métropole.

Ce second volet de l'étude diversité et qualité de l'habitat vise à :

- Définir l'ampleur de la reconfiguration du parc social
- La traduire par des orientations stratégiques en termes de démolition / reconstruction, réhabilitation / résidentialisation, diversification de l'offre

Pour ce faire, cette étude se compose de 2 phases, dont les missions sont les suivantes :
Phase 1 - Analyse de l'état structurel du parc social et évaluation des potentialités :

- Elément 1.1 - Approche PLH : Pour l'ensemble du parc situé en dehors des quartiers prioritaires (dont les quartiers NPRU) sera demandée une approche par secteur. Le zonage déjà établi par Limoges Métropole et ses partenaires dans le cadre des travaux de la Conférence Intercommunale du Logement sera utilisé pour cette qualification (découpage infra-quartiers par programme).
- Elément 1.2 - Approche NPRU / QPV : En complément de l'approche globale proposée pour les autres territoires, une approche systématique sera demandée afin que chaque immeuble puisse faire l'objet d'une évaluation : caractérisation de la nature du parc, synthèse des études techniques, analyse des atouts, dysfonctionnements, potentiels d'amélioration

Phase 2 : Définition d'orientations partagées concernant la reconfiguration du parc social dans chaque quartier NPRU/QPV et au-delà :

- Orientations pour la démolition/reconstruction :
  - Structurer la réflexion autour d'une grille d'évaluation intérêt/faisabilité d'une démolition
  - Convenir d'une stratégie de reconstitution de l'offre dans un contexte de vacance
  - Arrêter des principes partagés de reconstruction : localisation (communes SRU/Limoges centre/franges des quartiers), nature (logements à très bas loyer)
  - Envisager le relogement via une charte de relogement et des protocoles locaux cohérents avec les principes de mixité établis

- Orientations pour la réhabilitation / résidentialisation :
  - Etablissement de priorités dans les opérations (grilles d'évaluation communes, calendriers envisagés, stratégies d'urgence et d'attente des bailleurs, convergences possibles)
  - Niveau de résultats attendus : homogènes ou différenciés selon les territoires (exemplarité de certaines opérations)
  - Convergence des pratiques via l'officialisation d'une charte de résidentialisation : principes communs de réhabilitations, principes d'interventions financières

- Orientations relatives au potentiel de diversification de l'habitat des quartiers :
  - Approche des potentialités foncières (et fonctionnelles)
  - Approche de faisabilité (formes d'habitat, publics recherchés, opérateurs)
  - Démarche d'adaptation et spécialisation de certains immeubles/entrées (personnes âgées, jeunes)

- **Accompagnement à la définition des stratégies de peuplement : des orientations théoriques à la pratique des attributions et du relogement (MOA Limoges Métropole)**

Cette étude vise à décliner par secteur les objectifs de mixité et les principes généraux d'attribution arrêtés par la Conférence Intercommunale du Logement (CIL), en portant une attention particulière aux quartiers NPRU, en vue de la Convention d'équilibre territorial.

Pour ce faire, cette étude se compose de 2 phases, dont les missions sont les suivantes :
Phase 1 - Déclinaison de la stratégie de peuplement par territoire :

- Elément 1.1 - Approche CIL : Sur la base de l'outil de qualification de l'occupation sociale produit par la CIL, il s'agira de :
  - Calibrer des objectifs cibles de mixité par territoire

- Décliner concrètement les orientations d'attributions correspondantes pour chaque territoire, à partir d'une méthode qui concilie les orientations générales sur les attributions et les réalités d'application de ces orientations par les bailleurs
- Elément 1.2 - Approche NPRU : A l'échelle de chacun des quartiers NPRU, il s'agira d'associer aux objectifs de mixité affichés (à moyen terme) :
- des objectifs (immédiats) d'attribution,
- des objectifs de reconfiguration et d'attractivité : programme de résidentialisation, programme de démolition adossé à une stratégie de relogement (charte globale des principes du « relogement positif » et protocoles locaux), programme de diversification de l'offre…

Phase 2 - Evaluation : Il conviendra de prévoir les modalités d'évaluation des effets produits par les politiques mises en œuvre sur la mixité et le vivre ensemble des quartiers.

- **Etude restructuration et implantation de commerces de proximité (MOA Limoges Métropole)**

Cette étude vise à identifier les leviers susceptibles de répondre aux besoins des habitants des quartiers NPRU en termes de commerces de proximité.

Pour ce faire, cette étude se compose de 2 phases, dont les missions sont les suivantes :
Phase 1 - Diagnostic de l'existant :

- Analyse des polarités commerciales existantes (si tel est le cas) : composantes de l'offre de proximité, adaptation de l'offre aux besoins des populations locales, analyse du parcours urbain au sein de la dalle commerciale, identification de besoins complémentaires, non satisfaits à ce jour
- Analyse des facteurs endogènes : zone de chalandise des commerces et pouvoir d'achat des habitants, profils sociodémographiques, habitudes de consommation…
- Analyse des facteurs exogènes : concurrence observée autour des polarités commerciales (proximité de grandes zones commerciales périphériques et présence de grandes enseignes, commerce en ligne, présence de retail parks à proximité…).
-

Phase 2 - Préconisations en termes de restructuration de l'offre existante et/ou création de nouvelles polarités commerciales de proximité :

- Etude d'opportunité sur la requalification des polarités commerciales existantes
- Etude d'opportunité sur la création d'une ou plusieurs polarités commerciales dans les quartiers
-

- **Etude potentiel d'accueil d'activités (hors commerces) (MOA Limoges Métropole)**

Cette étude vise à apprécier le potentiel foncier et immobilier des quartiers NPRU, afin d'offrir un environnement favorable aux éventuels porteurs de projets et de favoriser la mixité fonctionnelle.

Pour ce faire, cette étude se compose, pour chacun des 4 quartiers visés par l'étude, de 3 phases, dont les missions sont les suivantes :

Phase 1 – Etude de l'offre immobilière et foncière disponible :

- Recensement et qualification des locaux vacants
- Analyse du potentiel et des modalités de mutation du parc social afin de favoriser la mixité fonctionnelle
- Recensement et qualification du foncier disponible et de nature à accueillir un projet d'implantation d'entreprises

Phase 2 – Etude des besoins des porteurs de projet :

- Mise en adéquation de l'offre disponible recensée avec les besoins exprimés des entreprises du territoire et porteurs de projet potentiels (services, administrations, associations, …).
- Constitution d'un échantillon d'entreprises existantes et de porteurs de projets (dans et hors quartiers) afin d'apprécier, lors d'entretiens, leurs besoins.

Phase 3 – Elaboration de scénarios visant à satisfaire l'accueil des porteurs de projet dans les quartiers.

- **Amélioration de la desserte des quartiers NPRU – Volet complémentaire des études préliminaires TCSP (MOA Limoges Métropole)**

Limoges Métropole mène actuellement un projet de modernisation de son réseau de transport qui allie le développement de 2 lignes de Transport en Commun en Site Propre (TCSP) et une réorganisation des lignes de bus. Ce projet d'ensemble vise notamment à prendre en compte le désenclavement des quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville (dont les 4 quartiers NPRU). Des études préliminaires (cf. schéma de la structuration du programme de travail : études iv), financées hors protocole, vont être lancées dans quelques mois notamment pour identifier les tracés et itinéraires potentiels du TCSP ainsi que les impacts sur l'espace urbain. En fonction des résultats de ces études et du choix d'itinéraire du TCSP, la présente étude portera sur l'amélioration de la desserte

TC des quartiers NPRU par une desserte directe d'un ou plusieurs quartiers par le TCSP et/ou par la réorganisation des lignes de bus conséquente à la mise en place du TCSP.

Les éléments de mission réalisés dépendront du cas de figure :
Cas 1 : Le TCSP dessert un ou plusieurs quartiers NPRU
- Elément 1.1 : Identification des impacts urbains de l'insertion du TCSP dans le ou les quartiers NPRU concernés
- Elément 1.2 : préconisations pour la réorganisation des modes de transports vers et à partir des quartiers NPRU non desservis par le TCSP :
  - Réorganisation des lignes TC qui irriguent les quartiers NPRU pour permettre aux habitants de ces quartiers de bénéficier indirectement du TCSP ; plus largement, étude des rabattements-connexions tous modes entre les quartiers NPRU non desservis directement et le TCSP ;
  - Etude des possibilités de mutualisation des infrastructures TCSP avec plusieurs autres lignes qui irriguent notamment les quartiers NPRU

Cas 2 : Le TCSP ne dessert aucun quartier NPRU : réalisation du seul élément 1.2 présenté ci-dessus.

- **Enquête de stationnement dans les quartiers NPRU – Volet complémentaire des études TCSP (MOA Limoges Métropole)**

La présente étude s'inscrit également en complément des études préliminaires (cf. schéma de la structuration du programme de travail : études iv), financées hors protocole, qui vont être lancées dans quelques mois notamment pour identifier les tracés et itinéraires potentiels du TCSP ainsi que les impacts sur l'espace urbain.

L'enquête de stationnement dans les quartiers NPRU vise ainsi à la réalisation une enquête d'occupation du stationnement licite et illicite (occupation de places PMR, livraisons, hors « balisage ») sur les deux côtés des rues ainsi que sur tout espace de stationnement hors voirie. Une analyse des résultats sera également réalisée afin de qualifier le type de stationnement et les problématiques à prendre en compte pour :
- améliorer le cadre de vie dans les quartiers NPRU
- anticiper les effets sur le stationnement des opérations qui seront réalisées dans le cadre du futur projet de renouvellement urbain et des aménagements liés au potentiel passage du TCSP.

- **Enquête de mobilité dans les quartiers NPRU (MOA Limoges Métropole)**

Cette enquête vise à recueillir les pratiques de déplacements des personnes pour un jour « normal et moyen de semaine » du lundi au vendredi et le week-end. Elle devra aboutir à la constitution d'un fichier informatique exploitable de 500 personnes enquêtées au minimum par quartier et représentatifs de l'aire d'étude.

Le marché sera réalisé en plusieurs phases :
Phase 1 : Conception et préparation de l'enquête
Phase 2 : Réalisation et suivi de l'enquête
Phase 3 : Apurement et mise au format des fichiers

- **Etude de définition d'une stratégie énergétique globale pour les quartiers NPRU – Pour des quartiers à énergie positive (MOA Limoges Métropole)**

L'étude vise à fournir 2 à 4 scenarii de stratégie énergétique des quartiers à l'horizon 2030 intégrant une dimension innovante, à partir d'une étude prospective (démographie, besoins en surfaces habitables, espaces collectifs bâtis, espaces tertiaires).

Elle se compose pour ce faire de plusieurs éléments qui contribueront chacun à la réalisation d'un diagnostic d'ensemble sur la base duquel sera définie une stratégie énergétique globale pour les quartiers :

Elément 1 – Stratégie énergétique relative au bâti :
- Diagnostic énergétique du parc bâti des quartiers
- Préconisations en matière d'amélioration des performances sur la rénovation du parc existant
- Préconisations en matière de construction neuve

Elément 2 – Stratégie énergétique relative au réseau de chaleur
- Diagnostic technique, urbain et juridique des réseaux de chaleur existants
- Analyse du potentiel de développement des réseaux de chaleur existants, notamment par une étude de faisabilité réseau de chaleur biomasse sur le quartier des portes Ferrées

Elément 3 – Dimension innovante d'une stratégie énergétique globale à l'échelle d'un quartier :
- Préconisations en matière de performances énergétiques globales des quartiers
- Analyse de la capacité des quartiers à valoriser des énergies fatales et préconisations
- Analyse de la capacité à stocker de l'énergie et préconisations

- **Diagnostic écologique (MOA Limoges Métropole)**

Cette étude vise à dresser un état des lieux de la biodiversité dans les quartiers NPRU et identifier le potentiel de valorisation à prendre en compte dans le cadre du futur projet de renouvellement urbain

Les missions sont les suivantes :
- Inventaires naturalistes ciblés dans chaque quartier
- Evaluation de la connectivité des milieux, notamment en rapport avec la trame verte et bleue communautaire, et leur état de conservation
- Détermination du potentiel de restauration des milieux (conditions, moyens à mettre en œuvre, estimations budgétaires)

o Etudes urbaines par secteur

- **Etude urbaine sur le quartier de Beaubreuil (MOA Ville de Limoges)**

Cette étude vise à appuyer la Ville de Limoges pour :
- Organiser le processus de conduite du projet urbain de manière progressive et continue
- Elaborer les différents documents de programmation urbaine en prenant en compte les enjeux identifiés, la vision prospective du quartier de Beaubreuil
- Définir les besoins en éventuelles études complémentaires
- Evaluer l'adéquation entre les objectifs programmatiques et les moyens mis en œuvre dans le projet urbain

Elle se compose de 2 éléments :
Elément 1 – Programmation urbaine
- Diagnostic stratégique de programmation
- Elaboration du pré-programme urbain
- Elaboration du programme (schéma directeur)
- Elaboration du programme détaillé (plan guide)

Elément 2 – Démarche collaborative et participative
- Mise en œuvre d'une démarche participative impliquant notamment les habitants, en accord avec les propositions émises par l'AMO d'appui à la concertation et la communication (cf. fiche correspondante)
- Mise en place d'un processus de co-construction du projet avec la MOE

- **Etude environnementale complémentaire et de faisabilité technique et financière pour une valorisation de l'ancien dépôt pétrolier ESSO du site de la Perdrix – Val de l'Aurence Sud (MOA Ville de Limoges) / *Étude non financée par l'ANRU, mais contribuant au protocole de préfiguration***

Cette étude vise à compléter la connaissance technique de l'état de la friche ESSO afin de définir des scénarii de valorisation du site.

La mission se compose pour ce faire de 2 éléments :
Elément 1 – Diagnostics techniques complémentaires permettant de :

- Détecter la présence éventuelle d'impacts supplémentaires non identifiés lors des investigations déjà réalisées par ARCADIS en 2013, en particulier sur les matériaux superficiels en place
- Préciser la qualité environnementale des remblais au droit du site, notamment dans le cas d'un aménagement à venir qui nécessiterait l'envoi hors site de matériaux ;
- Caractériser la présence éventuelle de structures anciennes, telles que des canalisations, dalles, cuves enterrées, …
- Evaluer la qualité des eaux souterraines à l'aval hydraulique des sources de pollution avérées dans les sols
- Identifier l'impact d'éventuelles activités indéterminées par l'occupant actuel des parcelles

Elément 2 – Faisabilité technique et financière de scénarii de réutilisation de la parcelle permettant de définir :
- Les usages du terrain compatibles avec ses usages passés
- Les interventions à prévoir pour rendre ses nouveaux usages possibles
- Les contraintes réglementaires devant être respectées pour chacune des réutilisations envisagées
- Le coût des travaux à envisager pour rendre les terrains aptes aux éventuelles destinations possibles

- **Etude urbaine sur les quartiers du Val de l'Aurence Sud et Nord (MOA Ville de Limoges)**

Cette étude vise à appuyer la Ville de Limoges pour :
- Organiser le processus de conduite du projet urbain de manière progressive et continue
- Elaborer les différents documents de programmation urbaine en prenant en compte les enjeux identifiés, la vision prospective des quartiers
- Définir les besoins en éventuelles études complémentaires
- Evaluer l'adéquation entre les objectifs programmatiques et les moyens mis en œuvre dans le projet urbain etc.

Elle se compose pour ce faire de 2 éléments :
Elément 1 – Programmation urbaine
- Diagnostic stratégique de programmation
- Elaboration du pré-programme urbain
- Elaboration du programme (schéma directeur)
- Elaboration du programme détaillé (plan guide)

Elément 2 – Démarche collaborative et participative
- Mise en œuvre d'une démarche participative impliquant notamment les habitants, en accord avec les propositions émises par l'AMO d'appui à la concertation et la communication (cf. fiche correspondante)
- Mise en place d'un processus de co-construction du projet avec la MOE

- **Etude de programmation urbaine d'un éco-quartier sur Les Portes Ferrées (MOA Ville de Limoges)**

Cette étude vise à :

- Intégrer le quartier des Portes Ferrées au centre urbain de la Ville et à le rendre plus lisible et plus accessible
- Impulser une nouvelle dynamique en termes d'habitat par une restructuration qualitative du bâti et du cadre de vie
- Co-construire avec les habitants un nouveau mode d'habiter, orienté autour des principes forts du développement durable

- Elle se compose de 4 phases :
- Phase 1 : Diagnostic et orientations stratégiques
- Phase 2 : Définition des scénarii d'aménagement
- Phase 3 : Schéma d'aménagement final et programme détaillé descriptif
- Phase 4 : Prescriptions et labellisation de l'éco-quartier

Article 5. Opération(s) faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage

Conformément à l'article 1.2.2 du titre II du RGA NPNRU, certaines opérations peuvent faire l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage, accordée par le directeur général ou le comité d'engagement de l'Anru (ou, par délégation, par le délégué territorial de l'Anru conformément aux conditions indiquées dans la note d'instruction du 31 juillet 2015). Cette autorisation ne préjuge pas d'un financement ultérieur par l'Agence, dans le cadre de la future convention pluriannuelle de renouvellement urbain, des opérations concernées.
Le cas échéant, si l'opération bénéficiait ultérieurement d'un financement de l'Agence, la date de prise en compte des dépenses pourra être la date d'autorisation anticipée de démarrage de l'opération actée dans le présent protocole de préfiguration.

Dans le cadre du protocole de préfiguration, les deux types d'autorisations anticipées de démarrage suivantes sont accordés selon le niveau d'avancement de l'opération d'investissement :

5.1 Opérations d'investissement non financées par l'Anru dans le présent protocole mais dont le lancement opérationnel (cf. jalons opérationnels de l'annexe 2 du règlement financier) pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration

- **Démolition – Tour 1 Lyautey / Etudes de MOE et relogements**
- **Echelle** : QPV, Val de l'Aurence Sud
- **MOA** : Limoges Habitat
- **Horizon de démarrage** : S1 2017
- **Commentaire** : La démolition de cette tour (62 logements), située dans le quartier Val de l'Aurence Sud, permettra la poursuite de l'action de résidentialisation engagée sur le proche secteur Franchet d'Esperey dans le cadre de l'avenant n°1 au PRU.

Nature de l'opération	Libellé précis / objet	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Coût prévisionnel de l'opération (HT)	Date d'autorisation anticipée du démarrage de l'opération	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Démolition tour 1 Lyautey	Diagnostics, études de MOE et relogements	QPV, Val de l'Aurence Sud	Limoges Habitat	207.400€	17/10/2016	S1 2017	4

5.2 Opérations d'investissement non financées par l'Anru dans le présent protocole dont le démarrage des actions préparatoires est directement liées aux travaux à mener pourrait s'effectuer pendant la phase de préfiguration

Les maitres d'ouvrage signataires du présent protocole bénéficient d'une autorisation anticipée de démarrage pour les prestations d'ingénierie accompagnant la préparation de la mise en œuvre d'opérations d'investissement non financées dans le présent protocole (études pré opérationnelles, expertises préalables, actions préparatoires au relogement des ménages telles que l'accompagnement social, actions de concertation préalable aux travaux – à

l'exclusion des honoraires de maîtrise d'œuvre liés aux travaux), sans que cette autorisation préjuge d'un financement des opérations concernées par l'Agence.
La date d'autorisation anticipée de démarrage pour ces prestations d'ingénierie correspond à la date de signature du présent protocole.

A noter : Comme indiqué à l'article 12 du présent protocole, la clause de revoyure envisagée à horizon juin 2017 sera entre autres l'occasion de présenter d'éventuelles demandes de démarrage anticipées des études opérationnelles sur les Portes Ferrées, afin d'assurer la continuité des opérations sur le secteur. En effet, les conclusions de l'étude de programmation commandée par la Ville de Limoges sur les Portes Ferrées seront connues à cette échéance et permettront ainsi de préciser le projet, ainsi que la nécessité éventuelle d'amender la liste d'études.

Article 6. ASSOCIATION DES HABITANTS ET DES USAGERS AU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN

Dans le cadre du Contrat de ville, Limoges Métropole, les communes concernées et leurs partenaires ont réaffirmé l'importance de la participation citoyenne. Dans le cadre du NPRU, le renouvellement des démarches de « co-construction » s'appuiera, entre autres, sur les conseils citoyens des quartiers concernés et sur des maisons de projet pour les quartiers d'intérêt national.

Les modalités de **participation et de co-construction du nouveau projet de renouvellement urbain** restent encore à préciser. Elles seront définies au cours de la phase de préfiguration, avec l'appui de l'AMO Communication, concertation, co-construction. Il s'agira de définir à la fois **la stratégie et les outils de participation et de communication**. Seront à ce titre notamment interrogées **l'opportunité des maisons de projets** dont il s'agira ensuite d'en prévoir le fonctionnement et la mise en scène, afin d'en faire des supports essentiels de la sensibilisation et de l'implication des habitants et acteurs locaux à l'élaboration et au suivi du renouvellement de leur quartier.

Néanmoins, le territoire dispose déjà de plusieurs leviers pour favoriser la co-construction des projets à savoir notamment :

- **Les conseils de quartier et antennes Mairie**

La Ville de Limoges a renouvelé sa démarche de démocratie de proximité en s'appuyant sur un nouveau réseau d'antennes mairie et sur des conseils de quartiers. Le dispositif mis en place au cours du premier trimestre 2015 repose sur les objectifs suivants :

→ Assurer un service de proximité
→ Favoriser le dialogue entre la Commune et ses administrés,
→ Développer une culture et une pratique de la participation citoyenne.

Des **temps d'échanges** sur l'avancement du programme de travail du Protocole pourront être organisés via le réseau des antennes mairie.

- **Les conseils citoyens**

Récemment initiés sur les quartiers, ces nouvelles instances ont vocation à alimenter les réflexions et à être associées à la définition des projets. Un travail est en cours sur la formalisation des relations entre ces conseils de quartier et les conseils citoyens. Un membre de chaque conseil citoyen devrait être désigné pour participer au comité de quartier. Par ailleurs, des **représentants des conseils citoyens des 4 quartiers** NPRU seront associés :

→ aux **instances centrales et territoriales du contrat de ville** portant à l'ordre du jour le NPRU ;
→ à certains **groupes de travail thématiques du Protocole** (après formation à l'école du renouvellement urbain) ;

- **La Gestion Urbaine de Proximité**

Une convention de Gestion Urbaine de Proximité actualisée récemment propose différents leviers (diagnostic en marchant, marches exploratoires, démarche de résidentialisation, projet d'embellissement...) pour favoriser la mobilisation des habitants.

- **Le fonds de participation des habitants**

Nouvel outil également, un fond de participation des habitants a été initié en 2015 et sera développé sur le temps du contrat de ville.

Par ailleurs, pour favoriser la participation active des habitants et acteurs des quartiers à l'élaboration du futur projet de renouvellement urbain au cours de la phase protocole, des **formations** en lien avec **l'Ecole du Renouvellement Urbain** seront proposées.

Article 7. ARTICULATION AVEC LA CONVENTION INTERCOMMUNALE PREVUE A L'ARTICLE 8 DE LA LOI DU 21 FEVRIER 2014

Depuis les lois ALUR et LAMY, Limoges Métropole s'est positionné comme un acteur majeur sur les questions relatives au peuplement à l'échelle infra-communale. L'EPCI recherche ainsi une synergie entre le Contrat de ville adopté fin 2015, les politiques d'attributions à mettre en place en 2016 et le NPRU. Parallèlement, le PLH entre en révision en 2016 pour une adoption fin 2017. L'ensemble de ces politiques portées par Limoges Métropole obligent à une amélioration continue des connaissances sur les caractéristiques du parc social et son occupation, afin de proposer des actions toujours plus adaptées au contexte local et permettant à Limoges Métropole et à l'ensemble des partenaires d'agir pour une mixité sociale réelle.

Conformément à l'article 97 de la loi ALUR et de l'article 8 de la loi du 21 février 2014, Limoges Métropole s'organise afin d'élaborer les outils destinés à favoriser les équilibres territoriaux de mixité sociale à l'échelle intercommunale. Elle a pour ce faire mis en place une **Conférence Intercommunale du Logement (CIL)** le 9 mars 2016. Un comité technique spécifique regroupant Limoges Métropole, l'Etat (DDT et DDCSPP), la Ville de Limoges, et l'Association Régionale des Bailleurs (AROLIM) a été constitué afin d'assurer l'animation de la démarche et prépare les réunions d'information et de validation aux différents échelons.

A ainsi été mené un travail d'une part sur :
- La description et la compréhension des différents processus à l'œuvre localement en matière d'attribution de logement et d'autre part sur la mise en œuvre des 3 principaux outils à la disposition
- La mise en œuvre des 3 principaux outils à la disposition de l'EPCI et de l'Etat pour mettre en œuvre une politique d'attribution dans un souci de mixité.

Il s'agit des 3 outils suivants :

- **Le Plan Partenarial de Gestion de la Demande (PPGD)**, sous la responsabilité directe de Limoges Métropole, mais avec la validation des membres de la CIL, qui devra s'articuler autour de deux axes de progrès : l'harmonisation des pratiques des organismes HLM envers le demandeur et la création d'un « service » d'information autour de lieux d'accueil labellisés et d'un lieu commun intercommunal. Sur ce plan, les bailleurs travaillent à une plus grande coopération et au partage de l'information.

- **Le document cadre sur les orientations d'attributions** qui devra décrire la politique générale du territoire en matière de peuplement pour créer ou maintenir la mixité.

- **La « convention d'équilibre territorial et de mixité sociale »** qui constituera une déclinaison du document cadre sur les orientations d'attributions et sera annexée au contrat de ville. Elle fixera des principes d'attribution des logements à l'échelle de chaque quartier et elle devra prendre en compte la question des relogements à réaliser dans le cadre de la rénovation urbaine. Elle comportera également un volet « accompagnement de la politique d'attributions » qui abordera les questions de démolition, de réaménagement et de reconfiguration de l'offre par territoire.

Les objectifs de la convention :
→ Définir pour chaque échelle territoriale (intercommunalité, commune, quartier, sous-quartiers, groupe d'immeubles, bâtiments, entrée) le rééquilibrage attendu en termes de mixité. Un équilibre global du peuplement de l'EPCI sera recherché ; la situation des QPV sera traitée en priorité.
→ Définir les règles partenariales à mettre en place pour atteindre ou maintenir un équilibre social dans chaque territoire.

Principes structurants de la convention à décliner par territoire :
Il s'agit d'affiner les attributions dans la durée, par l'établissement d'indicateurs de fragilité du peuplement et de seuils de rééquilibrage par territoire, qui seront applicables :

- aux nouvelles attributions et aux mutations dans le parc social ;
- aux relogements à réaliser dans le cadre de rénovation urbaine ;
- à la coopération inter-bailleurs.

En parallèle (volet « accompagnement de la politique d'attributions »), il conviendra pour chaque territoire :

→ d'envisager les améliorations du cadre de vie souhaitées qui permettraient de retenir les ménages moins fragiles ;

→ de limiter les risques de stigmatisation des quartiers liés à la dévalorisation et la vacance en envisageant des démolitions ;

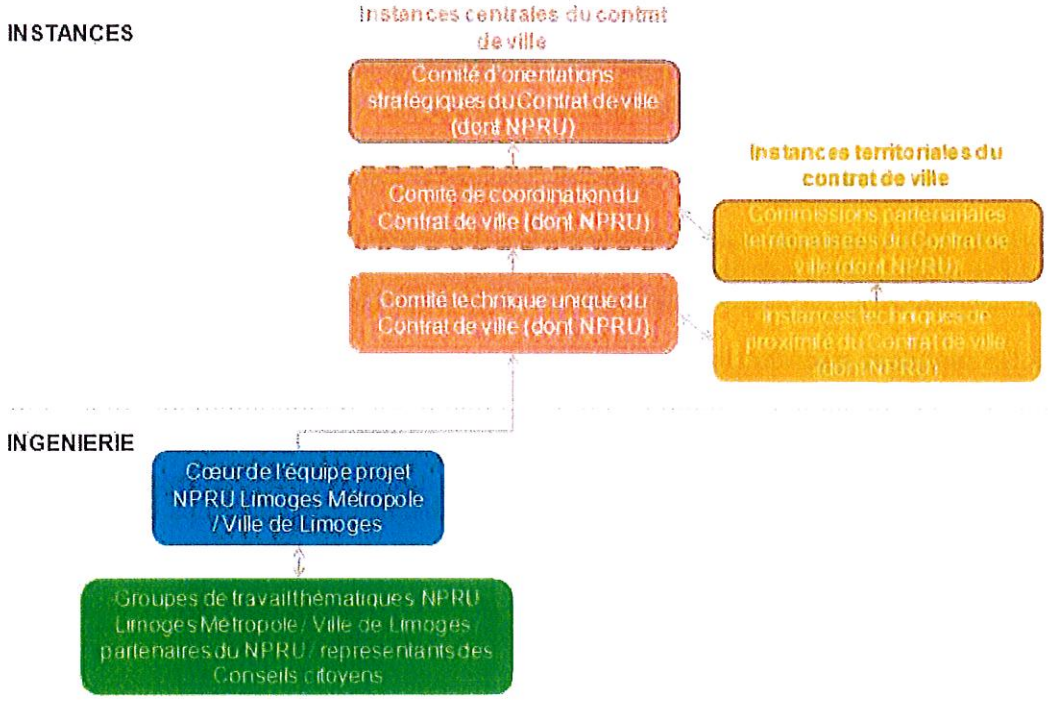
→ de reconfigurer le bâti et l'espace pour attirer de nouveaux habitants

Article 8. GOUVERNANCE ET CONDUITE DU PROJET

8.1 Gouvernance

Afin de favoriser l'élaboration d'un projet de renouvellement urbain véritablement intégré, le Protocole de préfiguration du NPRU sera piloté au sein des **instances de pilotage du Contrat de ville**, dans leurs déclinaisons aux niveaux central et territorial, par **intégration systématique du NPRU à l'ordre du jour de ces instances.** Ces instances seront « alimentées » sur le volet NPRU par l'équipe projet NPRU, coordonnée par le Directeur de projet NPRU.

Le schéma ci-après synthétise ces instances et leur articulation.



o Le Comité d'Orientations Stratégiques

Le Comité d'Orientations Stratégiques (COSTRA) est co-présidé par le Préfet, le Président de Limoges Métropole et le Maire de Limoges. Sa composition est précisée au sein du dossier de présentation du présent protocole de préfiguration. Le COSTRA se réunit 1 à 2 fois par an pour assurer le pilotage du contrat de ville. Il est ainsi en charge de la définition des grandes orientations et des axes stratégiques ainsi que de la validation du plan d'actions et du bilan annuel associés. Il a également pour rôle de suivre et de prendre en compte les évaluations du contrat. Concernant spécifiquement le NPRU, le Comité d'Orientations Stratégiques est en charge du pilotage du Protocole de préfiguration : il prend les arbitrages et valide les grandes étapes de l'élaboration du nouveau projet de renouvellement urbain de l'agglomération.

o Le Comité de Coordination

Le Comité de coordination est une instance de pilotage partenariale resserrée qui se réunit au moins une fois par trimestre. Il est co-présidé par le Secrétaire Général de la Préfecture, le Vice-président en charge de l'Habitat, l'Insertion et la Politique de la ville de Limoges Métropole et l'Adjointe au Maire chargée de l'Habitat et du logement social, de la Politique de la ville et de la Restauration immobilière. Il réunit également notamment le Directeur Général des Services de la communauté d'agglomération et son Directeur Général Adjoint en charge du dossier

Politique de la Ville, le Directeur Général des Services de la Ville de Limoges et sa Directrice Générale Adjointe en charge du dossier Politique de la Ville, le délégué territorial adjoint de l'ANRU (DDT) et la déléguée du Préfet dans les quartiers.

Le Comité de coordination a pour rôle de :

- valider le travail des Commissions Partenariales Territoriales
- préparer les arbitrages à soumettre au Comité d'Orientations Stratégiques, notamment les arbitrages relatifs à la mise en œuvre du Protocole de préfiguration du NPRU

o Le Comité technique unique

Le rôle du Comité technique est notamment d'organiser, de suivre et de synthétiser les travaux des Commissions Partenariales Territorialisées ainsi que de préparer le Comité de Coordination et le Comité d'Orientations Stratégiques. Cette instance assure également la coordination technique et la mise en cohérence des dispositifs de développement urbain et social. Plus particulièrement pour le NPRU, le Comité technique a pour mission de :

- suivre la mise en œuvre du programme de travail du Protocole de préfiguration
- identifier et anticiper les risques et difficultés ayant ou pouvant avoir un impact sur le bon déroulement de la phase de préfiguration
- prendre les décisions techniques sur les éventuels points de blocage.

Le Comité technique est composé de représentants techniques des institutions membres du Comité d'Orientations Stratégiques. Il se réunit autant que de besoin à l'initiative de la mission Politique de la ville de Limoges Métropole, de la Direction du NPRU et/ou sur sollicitation des autres partenaires signataires.

o Les Commissions partenariales territorialisées

Afin de garantir la cohérence entre les projets portés par le contrat de ville, des instances territoriales ont été mises en place en complément des instances dites « centrales » précitées : les Commissions Partenariales Territorialisées (CPT). Co-présidées par un élu de la ville de Limoges et un élu de la communauté d'agglomération, les CPT peuvent autant que de besoin s'appuyer sur des groupes de travail thématiques permanents ou ponctuels. Leur composition est précisée au sein du dossier de présentation du présent protocole de préfiguration. Les CPT se réunissent chacune au moins une fois par semestre.

A des fins opérationnelles, 4 territoires ont été définis et correspondent aux périmètres des Commissions Partenariales. Certains territoires regroupent donc plusieurs quartiers prioritaires. Ces 4 territoires sont les suivants :

- Bastide - Vigenal ;
- **Beaubreuil ;**
- **Val de l'Aurence Nord et Sud ;**
- **Portes Ferrées, Sablard, Bellevue et Coutures.**

Les quartiers NPRU sont donc concernés par 3 des 4 Commissions Partenariales.

Le contrat de ville établit le rôle des CPT : instances territorialisées de débat, de propositions et de pilotage, les Commissions Partenariales Territorialisées assurent, dans le respect des objectifs d'une démarche intégrée, le suivi des décisions du Comité d'orientations stratégiques, et mettent en œuvre des plans d'actions définis chaque année avec les habitants et les acteurs locaux.

8.2 Conduite de projet

o L'équipe projet NPRU

Pour la phase de préfiguration, Limoges Métropole et la Ville de Limoges ont mis en place une équipe projet articulant le pilotage stratégique et le pilotage opérationnel de l'élaboration du futur NPRU.

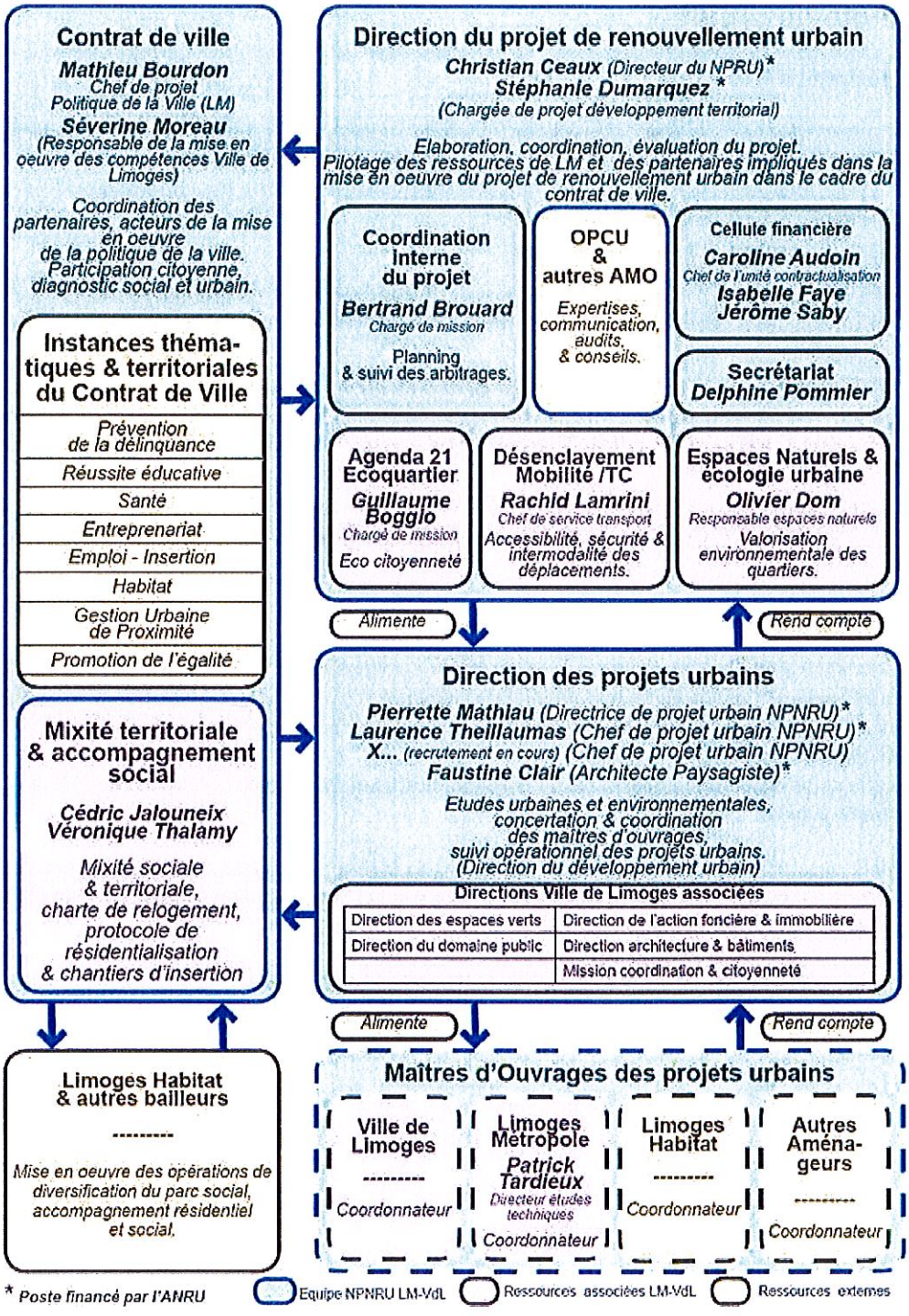
Cette équipe projet est en charge des éléments suivants :

- **au niveau stratégique (Limoges Métropole) :**
- Pilotage du Protocole de préfiguration : assurer la mise en œuvre du programme de travail jusqu'à la validation de la convention de renouvellement urbain, coordonner les maîtres d'ouvrage et suivre leurs engagements opérationnels et financiers.
- Définition des grandes orientations de développement pour les 4 quartiers NPRU, en cohérence avec les autres documents de planification et de stratégie de l'agglomération. Il s'agit d'apporter une attention toute particulière à l'articulation entre le futur projet de renouvellement urbain et les documents de cadrage stratégiques en cours ou sur le point d'être lancés.
- Définition d'un projet de renouvellement urbain d'ensemble à l'échelle de Limoges Métropole, par la mobilisation des expertises des différents domaines d'intervention relevant des compétences de la communauté d'agglomération.

- **au niveau opérationnel (Ville de Limoges)**
- Pilotage de l'élaboration de la programmation urbaine pour construire les projets de renouvellement à l'échelle des 4 quartiers NPRU situés sur son territoire, en collaboration avec Limoges Métropole pour intégrer les orientations définies au niveau stratégique, le travail réalisé au sein des groupes thématiques (voir plus bas) et la co-construction citoyenne du projet ;
- Veille à la cohérence du futur NPRU avec le Projet de ville en cours d'élaboration, préalable à la révision du PLU de Limoges à venir.

En outre, au-delà du cœur de l'équipe projet NPRU (Limoges Métropole et Ville de Limoges), des ressources internes et externes ont déjà été identifiées et seront associées à la mise en œuvre du Protocole de préfiguration puis du futur projet de renouvellement urbain.

L'organigramme ci-après illustre le rôle, la composition et les liens de collaboration de l'équipe dédiée à la mise en œuvre du protocole de préfiguration et à la conduite du projet de renouvellement urbain avec les autres acteurs du projet.



En outre, l'équipe projet pourra s'appuyer autant que nécessaire sur l'expertise propre aux services de Limoges Métropole et de la Ville de Limoges pour la réalisation du programme de travail et l'élaboration de la Convention.

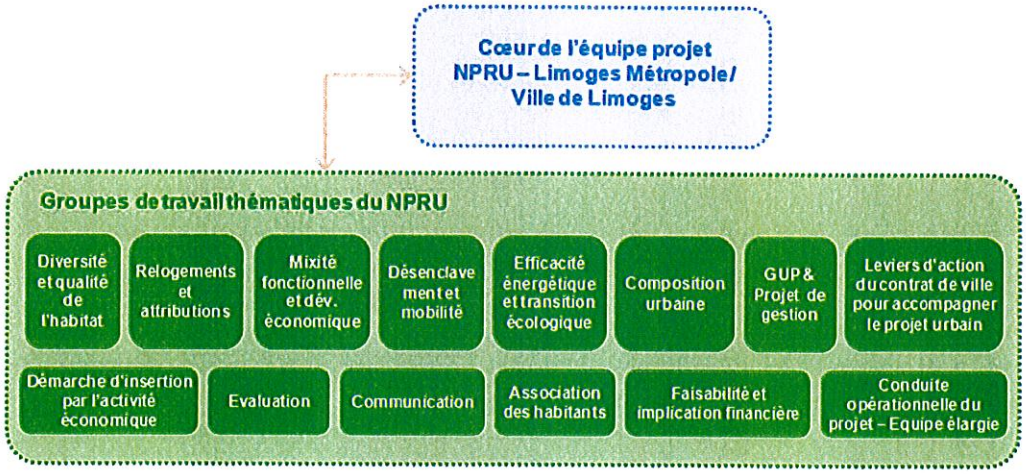
o Groupes de travail thématiques

Afin de construire un projet de renouvellement urbain partagé et partenarial, l'équipe projet NPRU a mis en place des **groupes de travail thématiques** dès l'élaboration du Protocole de préfiguration.

Couvrant l'ensemble des dimensions du futur NPRU (élaboration du projet, mise en œuvre et évaluation), ces groupes thématiques ont pour rôle :

- d'exprimer les besoins en termes d'études au moment de l'élaboration du Protocole ;
- de contribuer à la rédaction des cahiers des charges des études du Protocole ;
- d'accompagner la mise en œuvre du Protocole en apportant des expertises thématiques (suivi et contribution aux études, contribution à l'élaboration des projets urbains des 4 quartiers).

Le schéma ci-après figure l'ensemble des groupes de travail thématiques du NPRU :



A ce jour, les groupes thématiques, coordonnés par la Direction du NPRU, rassemblent déjà de nombreux partenaires (maîtres d'ouvrage et autres partenaires du contrat de ville et du NPRU) et ont vocation à rester ouverts. Les groupes pourront également accueillir des représentants des conseils citoyens autant que de besoin.

8.3 Association des maîtres d'ouvrage et des futurs investisseurs privés

Les partenaires impliqués dans le protocole / pilier Cadre de vie et renouvellement urbain sont les suivants :

- Limoges Métropole,
- Ville de Limoges,
- ANRU et DDT,
- Bailleurs sociaux (Limoges Habitat, Dom'Aulim, Le Nouveau Logis, SCALIS),
- Conseil départemental,
- Conseil régional,
- Caisse des Dépôts et Consignations,
- Conseils citoyens,
- ADEME

Article 9. OPERATIONS FINANCEES AU TITRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL

Les opérations financées par l'Anru dans le cadre du présent protocole, ci-après présentées, sont détaillées dans le tableau en annexe 10. Leur financement par l'Anru est réalisé conformément aux modalités prévues dans le titre II du règlement général de l'Anru relatif au NPNRU et dans le règlement financier de l'Anru relatif au NPNRU. Ce tableau financier des opérations physiques indique pour ces opérations l'assiette de financement telle que définie par le RGA relatif au NPNRU, le taux de financement sur assiette, le montant du concours financier de l'Anru, le calendrier opérationnel et l'ensemble des cofinancements mobilisés.

Ces opérations peuvent démarrer (ordres de service études, prise de poste, ...) à compter de la date de signature du présent protocole, sauf pour les opérations dont le démarrage a été autorisé à la date du comité d'engagement.

9.1 Modalités de financement par l'ANRU de la conduite du projet de renouvellement urbain

La participation de l'ANRU est sollicitée sur la base des assiettes forfaitaires définies par le Règlement Général de l'ANRU, c'est-à-dire à hauteur de 50% pour le financement de la conduite du projet :

Libellé précis	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention Anru	Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre	Commentaires
Ingénierie Limoges Métropole	248 QP999999 14 0001 001	QPV : Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord, Portes Ferrées	Limoges Métropole	351 000	50%	175 500	17/10/2016	S2 2016	4	Durée de 24 mois : 18 mois d'études du Protocole + 6 mois de montage et finalisation de la Convention
Ingénierie Ville de Limoges	248 QP999999 14 0002 001	QPV : Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord, Portes Ferrées	Ville de Limoges	190 000	50%	95 000	17/10/2016	S2 2016	4	Durée de 24 mois : 18 mois d'études du Protocole + 6 mois de montage et finalisation de la Convention

Ingénierie Limoges Métropole = 0,7 ETP directeur de projet NPNRU + 0,5 ETP chargée de projet développement territorial + 0,5 ETP chargée de mission architecte-paysagiste
Ingénierie Ville de Limoges = 0,5 ETP directrice de projet urbain NPNRU + 0,5 ETP chef de projet urbain NPNRU
L'ensemble de ces ETP étant financés sur 24 mois.

9.2 Modalités de financement par l'ANRU des études, expertises et moyens d'accompagnement du projet et accompagnement des ménages, prévus dans le programme de travail

9.2.1 Les études, expertises et moyens d'accompagnement du projet

Libellé précis	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention Anru	Montant prévisionnel de subvention Anru	Date de prise en compte des dépenses	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre	Commentaires
AMO Conduite du protocole	248 QP99999 9 14 0001 004	QPV : Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord, Portes Ferrées	Limoges Métropole	120 000	50%	60 000	17/10/2016	S2 2016	4	Durée de 22 mois : 16 mois d'études du Protocole + 6 mois de montage et finalisation de la Convention
AMO d'appui concertation communication co-construction	248 QP99999 9 14 0001 005	QPV : Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord, Portes Ferrées	Limoges Métropole	80 000	25%	20 000	17/10/2016	S2 2016	4	
Etudes habitat et mobilité résidentielle	248 QP99999 9 14 0001 006	QPV : Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord, Portes Ferrées	Limoges Métropole	65 000	50%	32 500	17/10/2016	S2 2016	4	
Etude potentiel d'accueil des activités (hors commerces)	248 QP99999 9 14 0001 010	QPV : Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord, Portes Ferrées	Limoges Métropole	32 000	18,75%	6 000	17/10/2016	S2 2016	4	
Enquête de stationnement dans les quartiers NPRU	248 QP99999 9 14 0001 012	QPV : Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord, Portes Ferrées	Limoges Métropole	10 000	50%	5 000	17/10/2016	S2 2016	4	
Etude urbaine sur le quartier de Beaubreuil	248 QP99999 9 14 0002 003	QPV : Beaubreuil	Ville de Limoges	150 000	30%	45 000	17/10/2016	S1 2017	2	
Etude urbaine sur les quartiers Val de l'Aurence Sud et Nord	248 QP99999 9 14 0002 004	QPV : Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord	Ville de Limoges	150 000	30%	45 000	17/10/2016	S1 2017	2	
Etude urbaine éco-quartier Portes Ferrées	248 QP99999 9 14 0002 006	QPV : Portes Ferrées	Ville de Limoges	122 325	16,35%	20 000	17/10/2016	S2 2016	2	

9.2.2 L'accompagnement des ménages

Sans Objet

9.3 Modalités de financement par l'Anah des études et expertises du programme de travail

Sans objet.

9.4 Modalités de financement par la Caisse des Dépôts du programme de travail

Libellé précis de l'opération	Echelle	Maître d'ouvrage	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention CDC	Montant de subvention CDC	Commentaire	Date de démarrage	Durée de l'opération en mois
AMO Appui à la communication, concertation et co-construction avec les habitants	QPV : Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord, Portes Ferrées	Limoges Métropole	80 000,00 €	25,00 %	20 000,00 €		Décembre 2016	12
Etude de restructuration et d'implantation de commerces de proximité	QPV : Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord, Portes Ferrées	Limoges Métropole	24 000,00 €	50,00 %	12 000,00 €		Décembre 2016	4
Etude d'amélioration de la desserte des quartiers NPRU – Volet complémentaire des études TCSP	QPV : Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord, Portes Ferrées	Limoges Métropole	35 000,00 €	50,00 %	17 500,00 €		Avril 2017	3
Enquête de mobilité dans les quartiers NPRU	QPV : Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord, Portes Ferrées	Limoges Métropole	25 000,00 €	50,00 %	12 500,00 €		Décembre 2016	3
Définition d'une stratégie énergétique globale pour les quartiers NPRU : pour des quartiers à énergie positive	QPV : Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord, Portes Ferrées	Limoges Métropole	80 000,00 €	50,00 %	40 000,00 €		Janvier 2017	14

Libellé précis de l'opération	Echelle	Maître d'ouvrage	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention CDC	Montant de subvention CDC	Commentaire	Date de démarrage	Durée de l'opération en mois
Diagnostic écologique	QPV : Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord, Portes Ferrées	Limoges Métropole	30 000,00 €	50,00 %	15 000,00 €		Décembre 2016	12
Etude sur le potentiel d'accueil des activités (hors commerces)	QPV : Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord, Portes Ferrées	Limoges Métropole	32 000,00 €	31,25 %	10 000,00 €		Décembre 2016	4
Etude urbaine sur le quartier de Beaubreuil	QPV : Beaubreuil	Ville de Limoges	150 000,00 €	20,00 %	30 000,00 €		Janvier 2017	12
Etude urbaine sur les quartiers Val de l'Aurence Sud et Nord	QPV : Val de l'Aurence Sud et Val de l'Aurence Nord	Ville de Limoges	150 000,00 €	20,00 %	30 000,00 €		Janvier 2017	12
Etude urbaine éco-quartier Portes Ferrées	QPV : Portes Ferrées	Ville de Limoges	122 325,00 €	30,00 %	36 697,50 €		Aout 2016	9

9.5 Modalités de financement du programme de travail par d'autres partenaires

9.5.1 FEDER

Libellé précis de l'opération	Echelle	Maître d'ouvrage	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention FEDER	Montant de subvention FEDER	Commentaire	Date de démarrage	Durée de l'opération en mois
AMO Conduite du protocole de préfiguration	QPV : Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord, Portes Ferrées	Limoges Métropole	120 000,00 €	25,00 %	30 000,00€	Durée de 22 mois : 16 mois d'études du Protocole + 6 mois de montage et finalisation de la Convention jusqu'à validation en Comité d'engagement	Décembre 2016	22
AMO Appui à la communication, concertation et co-construction avec les habitants	QPV : Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord, Portes Ferrées	Limoges Métropole	80 000,00 €	20,00 %	16 000,00 €		Décembre 2016	12
Etude de restructuration et d'implantation de commerces de proximité	QPV : Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord, Portes Ferrées	Limoges Métropole	24 000,00 €	20,00 %	4 800,00 €		Décembre 2016	4
Etude sur le potentiel d'accueil des activités (hors commerces)	QPV : Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord, Portes Ferrées	Limoges Métropole	32 000,00 €	20,00 %	6 400,00 €		Décembre 2016	4
Etude d'amélioration de la desserte des quartiers NPRU – Volet complémentaire des études TCSP	QPV : Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord, Portes Ferrées	Limoges Métropole	35 000,00 €	25,00 %	8 750,00 €		Avril 2017	3

Libellé précis de l'opération	Echelle	Maître d'ouvrage	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention FEDER	Montant de subvention FEDER	Commentaire	Date de démarrage	Durée de l'opération en mois
Enquête de stationnement dans les quartiers NPRU – Volet complémentaire des études TCSP	QPV : Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord, Portes Ferrées	Limoges Métropole	10 000,00 €	20,00 %	2 000,00 €		Décembre 2016	2
Enquête de mobilité dans les quartiers NPRU	QPV : Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord, Portes Ferrées	Limoges Métropole	25 000,00 €	20,00 %	5 000,00 €		Décembre 2016	3

Libellé précis de l'opération	Echelle	Maître d'ouvrage	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention FEDER	Montant de subvention FEDER	Commentaire	Date de démarrage	Durée de l'opération en mois
Diagnostic écologique	QPV : Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord, Portes Ferrées	Limoges Métropole	30 000,00 €	25,00 %	7 500,00 €		Décembre 2016	12
Etude urbaine sur le quartier de Beaubreuil	QPV : Beaubreuil	Ville de Limoges	150 000,00 €	20,00 %	30 000,00 €		Janvier 2017	12
Etude urbaine sur les quartiers Val de l'Aurence Sud et Nord	QPV : Val de l'Aurence Sud et Val de l'Aurence Nord	Ville de Limoges	150 000,00 €	20,00 %	30 000,00 €		Janvier 2017	12
Etude environnementale complémentaire de faisabilité technique et financière pour une valorisation de l'ancien dépôt Esso	QPV : Val de l'Aurence Sud	Ville de Limoges	35 000,00 €	25,00 %	8 750,00 €		Janvier 2017	10
Etude urbaine éco-quartier Portes Ferrées	QPV : Portes Ferrées	Ville de Limoges	122 325,00 €	23,64 %	28 929, 86 €		Aout 2016	9

9.5.2 ADEME

Libellé précis de l'opération	Echelle	Maître d'ouvrage	Assiette de subvention (HT)	Taux de subvention ADEME	Montant de subvention ADEME	Commentaire	Date de démarrage	Durée de l'opération en mois
Définition d'une stratégie énergétique globale pour les quartiers NPRU : pour des quartiers à énergie positive	QPV : Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud, Val de l'Aurence Nord, Portes Ferrées	Limoges Métropole	80 000,00 €	20,00 %	16 000,00 €		Janvier 2017	14

Article 10. (A TITRE EXCEPTIONNEL) OPERATIONS D'INVESTISSEMENT FINANCEES DANS LE PROTOCOLE DE PREFIGURATION

Sans objet.

Article 11. DUREE DU PROTOCOLE DE PREFIGURATION

Le planning de réalisation du programme de travail figure en Annexes 11 et 12.

11.1 La durée d'exécution du programme physique

Chaque maître d'ouvrage est tenu au respect du calendrier individuel des opérations prévu au programme physique tel que détaillé aux articles 9 et 10 du présent protocole.

Ce calendrier opérationnel se déroule entre la date de lancement opérationnel de la première opération, à savoir le *18 octobre 2016* et la date de fin opérationnelle de la dernière opération, à savoir le *31 décembre 2018.*

La date de fin opérationnelle des opérations d'ingénierie visées à l'article 9 est fixée au *31 décembre 2018.*

Le calendrier opérationnel indique le lancement de chaque opération conformément aux dispositions du Règlement Financier de l'Anru relatif au NPNRU.

11.2 La durée administrative du protocole de préfiguration

Le présent protocole prend effet à partir du *17 octobre 2016,* (date de signature du protocole de préfiguration par l'Anru).

Le présent protocole s'achève le *31 décembre 2021.*

La date d'achèvement du protocole de préfiguration (date de fin de validité administrative) correspond à la date estimée de fin opérationnelle[1] de la dernière opération + 3 ans.

Article 12. CONDITIONS DE FINALISATION DU PROJET DE CONVENTION PLURIANNUELLE DE RENOUVELLEMENT URBAIN – POINTS DE RENDEZ-VOUS AVEC L'ANRU

Un point de rendez-vous intermédiaire avec l'ANRU, appelé « **clause de revoyure** », est envisagé à horizon juin 2017. Ce point d'étape sera notamment l'occasion de :

- **Présenter les résultats des études stratégiques et les orientations urbaines en découlant,**
- **Valider les résultats des études préalables** et leur prise en compte dans la conduite des études urbaines,
- **Garantir la prise en compte au sein des projets urbains des quartiers NPRU des orientations définies par les documents stratégiques en cours de révision** (SCoT, PLU de Limoges, PLH et PDU,
- De **présenter d'éventuelles demandes de démarrage anticipées d'études,** notamment sur les Portes Ferrées, afin d'assurer la continuité des opérations sur le secteur. En effet, les conclusions de l'étude de programmation commandée par la Ville de Limoges sur les Portes Ferrées seront connues à cette échéance et permettront ainsi de préciser le projet.

A l'achèvement du programme de travail, le porteur de projet déposera auprès de l'Agence le dossier présentant le programme urbain détaillé et le(s) projet(s) résultant des études prévues au programme de travail, en vue d'une contractualisation avec l'Agence par une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

[1] Cf. jalons opérationnels de l'annexe 2 du règlement financier de l'ANRU relatif au NPNRU

Article 13. CONDITIONS JURIDIQUES DE MISE EN ŒUVRE ET D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE PREFIGURATION

13.1 Contreparties mises à disposition d'UESL – Action Logement

Le financement par l'Anru de projets de renouvellement urbain est conditionné à la mise à disposition de contreparties au profit d'Action Logement, conformément à la convention Etat-Anru-UESL Action Logement portant sur le NPNRU.

Conformément au règlement général de l'Anru relatif au NPNRU, les signataires du protocole s'engagent à respecter les termes de cette convention tripartite et à définir pendant la phase de protocole ces contreparties, notamment en termes de mise à disposition de foncier et de réservations de logements locatifs sociaux.

Dans le cas où des natures d'opérations générant des contreparties Action Logement seraient financées par l'Anru dans le cadre du protocole de préfiguration, ces contreparties devront être formalisées au plus tard dans la convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

13.2 Intégration des exigences d'insertion des habitants dans les QPV dans les marchés publics, notamment destinées aux opérations du protocole

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à respecter les orientations de la nouvelle charte nationale d'insertion de l'ANRU adoptée par le conseil d'administration du 24 mars 2015.

13.3 Le financement des opérations contractualisées dans le protocole

13.3.1 Le financement des opérations par l'ANRU

Les dépenses finançables par l'Agence sont prises en compte conformément aux conditions décrites à l'article 1.2.1 du titre II du règlement général de l'Anru relatif au NPNRU.

Le tableau financier des opérations physiques figurant à l'annexe 7, signé par le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage reprend, en les classant par nature d'intervention, maître d'ouvrage par maître d'ouvrage, l'ensemble des plans de financement des opérations pour lesquelles un soutien financier de l'Anru, au titre du NPNRU, est sollicité. Il fait ainsi apparaitre les concours financiers Anru, déclinés entre montants de subventions Anru et volumes de prêts bonifiés le cas échéant. L'ensemble des co-financements sont précisés : commune, EPCI, conseil départemental, conseil régional, organisme HLM, Caisse des dépôts, Europe, ...

Ce tableau financier est un tableau prévisionnel, qui, au sens du règlement financier, programme des crédits sur les ressources financières du nouveau programme national de renouvellement urbain. Les participations financières des signataires du présent protocole y sont détaillées. Sont également indiquées des participations financières de tiers non signataires dont l'obtention est de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage.

Au titre du présent protocole de préfiguration : la participation financière de l'Anru, au titre du NPNRU, s'entend pour un montant global maximal non actualisable de concours financiers de ... €, comprenant ... € de subventions (dont ... € pour les opérations d'investissement visées à l'article 10) et ... € de volume de prêts distribués par Action Logement (pour les opérations d'investissement visées à l'article 10).

Les concours financiers de l'Anru sont attribués sous réserve du respect des dispositions du règlement général et du règlement financier de l'Anru relatifs au NPNRU en vigueur à la date de l'engagement financier de l'opération et du respect des engagements contractuels inscrits dans le présent protocole de préfiguration.

13.3.2 Le financement des opérations par l'Anah

Sans objet

13.3.3 Le financement des opérations par la Caisse des Dépôts et Consignations

Les aides accordées par la Caisse des Dépôts, mentionnées dans le tableau en Annexe 10, et ses modalités d'intervention, seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents intervenants concernés et ce, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

13.3.4 Le cofinancement des opérations par Limoges Métropole et la Ville de Limoges

Limoges Métropole et la Ville de Limoges sont les deux maîtres d'ouvrage concernés par les opérations inscrites au protocole de préfiguration du NPNRU. A ce titre, chacune a décidé de participer financièrement à certaines actions relevant de l'autre maître d'ouvrage à hauteur de 10 % maximum.

Une convention, figurant en Annexe 13 du présent protocole, a pour objet de définir les modalités d'intervention de chacun de ces co-financeurs au regard du programme d'opérations et de la maquette financière figurant en Annexe 10 du protocole

13.3.5 Le financement des opérations par d'autres partenaires

Les aides accordées par les autres partenaires sont mentionnées dans le tableau en Annexe 10.
Les demandes de paiement doivent se faire conformément au règlement d'intervention de chaque co-financeur.

13.3.6 Responsabilité en matière de demande de subvention et de demandes de paiement

Chaque maître d'ouvrage est responsable de ses propres demandes de subventions et des demandes de versement pour les opérations dont il a la charge.

13.4 Le respect des règlements de l'Anru

En cas de mentions contradictoires qui seraient inscrites dans le présent protocole avec les dispositions des règlements de l'Agence, ces derniers prévalent.

13.5 Contrôle et audits

Conformément à l'article 4 du RGA et l'article VII du règlement financier, l'Anru peut procéder à des contrôles et audits auprès des bénéficiaires des concours financiers.

Le porteur de projet et les bénéficiaires des concours financiers de l'Agence s'engagent à communiquer à l'Anru les documents et informations dont elle estime la production nécessaire à l'instruction des dossiers, aux paiements, au suivi et à l'évaluation des engagements et objectifs du présent protocole de préfiguration.

Le cas échéant, ils faciliteront les contrôles sur place ou sur pièces diligentés par l'Anru.

En cas de contrôles sur place réalisés pour les besoins exclusifs des vérifications et évaluations précitées, les contrôles sont exercés par des agents habilités par le directeur général de l'Anru. Le signataire du protocole de préfiguration est averti au préalable et peut se faire assister d'un conseil. Le cas échéant, le porteur de projet et les bénéficiaires des concours financiers faciliteront également les audits réalisés a posteriori par l'Anru, portant sur l'intégralité des éléments remis par le bénéficiaire d'un concours financier de l'Anru.

13.6 Conséquences du non-respect des engagements

Les manquements constatés dans l'application du présent protocole de préfiguration font l'objet d'une analyse de leurs causes et conséquences diligentée par le directeur général de l'ANRU, en lien avec le délégué territorial. Celui-ci prend éventuellement l'avis du comité d'engagement de l'Agence, statue directement ou saisit, si nécessaire, son conseil d'administration.

Le directeur général de l'ANRU peut décider :

- le rappel solennel au porteur de projet et aux maîtres d'ouvrage de leurs engagements contractuels ;
- la mise en œuvre de mesures compensatoires ;
- la suspension des paiements pour un ou plusieurs maîtres d'ouvrage ;
- la réduction des concours financiers attribués par l'Agence prévus dans le protocole de préfiguration, même si ceux-ci portent sur un objet différent de celui ayant donné au constat, qui peut impliquer le remboursement partiel ou total des aides attribuées par l'Agence ;
- le réexamen du protocole de préfiguration appelant éventuellement la signature d'un avenant ;
- la suspension, voire la résiliation du protocole de préfiguration.

Dans tous les cas, la décision prise est portée à la connaissance de l'ensemble des signataires du protocole.

13.7 Clause de renégociation du protocole

Le présent protocole de préfiguration pourra donner lieu à renégociation dans le cas où seraient constatés des changements substantiels de l'environnement juridique et financier dans lequel s'inscrit l'action de l'Agence.

Par ailleurs, conformément à l'article 8.2 du titre III du RGA NPNRU, des évolutions relatives aux dispositions du présent protocole peuvent nécessiter la réalisation d'un avenant dont l'instruction s'effectuera dans les mêmes conditions que l'élaboration du protocole de préfiguration.

Dans le cadre fixé par l'Anru, les évolutions mineures n'impactant pas l'économie générale du projet et les modifications techniques, ne nécessitent pas la réalisation d'un avenant. Des ajustements de la programmation financière peuvent être apportés dans ce cadre, conformément à l'article 122 du règlement financier relatif au NPNRU.

13.8 Traitement des litiges

Les litiges survenant dans l'application du présent protocole seront portés devant la juridiction compétente du siège social de l'ANRU.

Pour ce qui concerne les actions financées par l'Anah, les litiges survenant dans l'application du présent protocole sont régis par le règlement général de l'Anah.

13.9 Conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence

Les signataires du présent protocole de préfiguration confirment avoir pris connaissance de l'ensemble des conditions d'attribution des concours financiers de l'Agence précisées dans son règlement général et son règlement financier relatifs au NPNRU.

Article 14. DISPOSITIONS DIVERSES

14.1 La mobilisation du porteur de projet et des maîtres d'ouvrage dans le cadre d'actions initiées par l'Anru

La mise en œuvre des programmes et des projets conduisent l'Anru à initier des actions d'étude, d'édition, de communication, d'animation, de formation, d'expertise, d'assistance et d'appui aux projets, de capitalisation...Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à participer à ces actions pouvant concerner leur territoire, notamment en transmettant à l'Anru toutes les informations nécessaires au bon déroulement de ces travaux.

Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à permettre à leurs agents en charge de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain de participer aux réunions auxquelles ils sont conviés par l'Anru, notamment dans le cadre de réseaux d'acteurs du renouvellement urbain. Ils s'engagent également à faciliter l'accès de leurs agents aux formations initiées par l'Anru ou par ses partenaires.
Les frais de déplacements (transport, restauration, hébergement) que ces rendez-vous occasionnent ainsi que les frais d'inscription à des formations entrent dans les frais de gestion attachés aux postes qui peuvent être subventionnés par l'Anru conformément au RGA relatif au NPNRU.
Par ailleurs, le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage faciliteront l'organisation de temps d'échange dans le cadre des réseaux d'acteurs animés par l'Anru (mise à disposition de salles de réunion, organisation de visites, ...).

En cas de mobilisation par l'Anru de missions d'expertise, d'assistance et d'appui aux projets, le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à y participer et à s'assurer de l'application des résultats de ces missions.

14.2 La signalétique des chantiers

Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à mentionner la participation de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et d'Action Logement sur toute la signalétique, panneaux et documents relatifs à toutes les opérations financées dans le cadre du présent protocole, en y faisant notamment figurer leurs logotypes.

Limoges Métropole
Communauté d'agglomération

Ville de Limoges

Date[2] 05 JAN. 2017

Signatures

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, Le Directeur Général, M. Nicolas Grivel	Etat, Le Préfet de la Haute-Vienne, M. Raphaël Le Méhauté	Communauté d'Agglomération Limoges Métropole, Le Président, M. Vandenbroucke
Ville de Limoges, Le Maire, M. Emile-Roger Lombertie	Région Nouvelle Aquitaine, Le Président, M. Alain Rousset	Département de la Haute-Vienne, Le Président, M. Jean-Claude Leblois
Caisse des Dépôts et Consignations du Limousin, La Directrice régionale adjointe, Directrice déléguée de Limoges Mme Annabelle Viollet	OPH Limoges Habitat, Le Directeur Général, M. Patrick Sauvinet	SA HLM Dom.Aulim, Le Directeur Général, M. Philippe Bléty
SA HLM Scalis, Le Directeur Général Délégué, M. Alain CHEVOLLEAU	SA HLM Nouveau Logis Centre Limousin, P/ baffineur Le Directeur Général, M. Bruno Bataille	

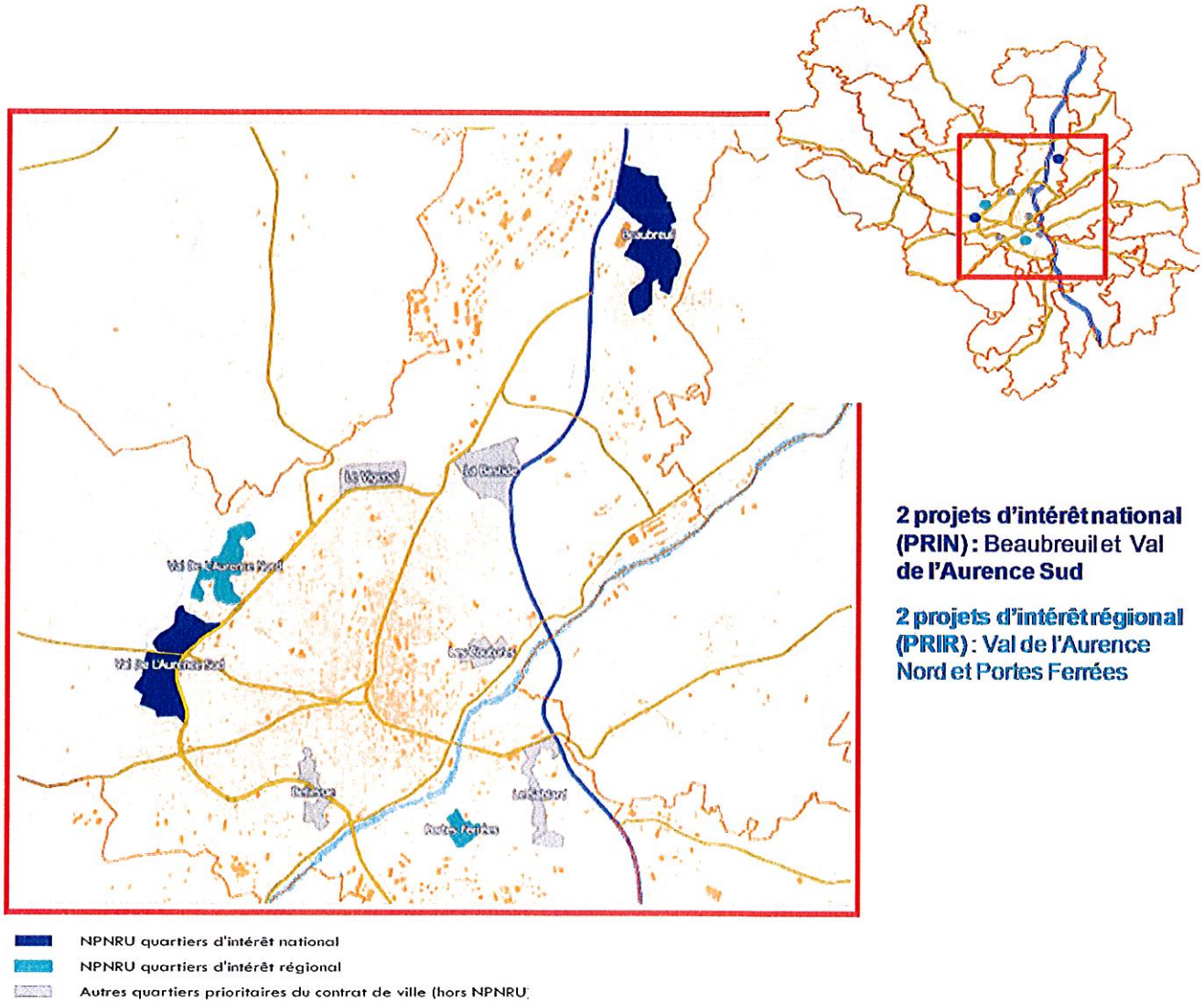
[2] Apposée par le dernier signataire

Annexes

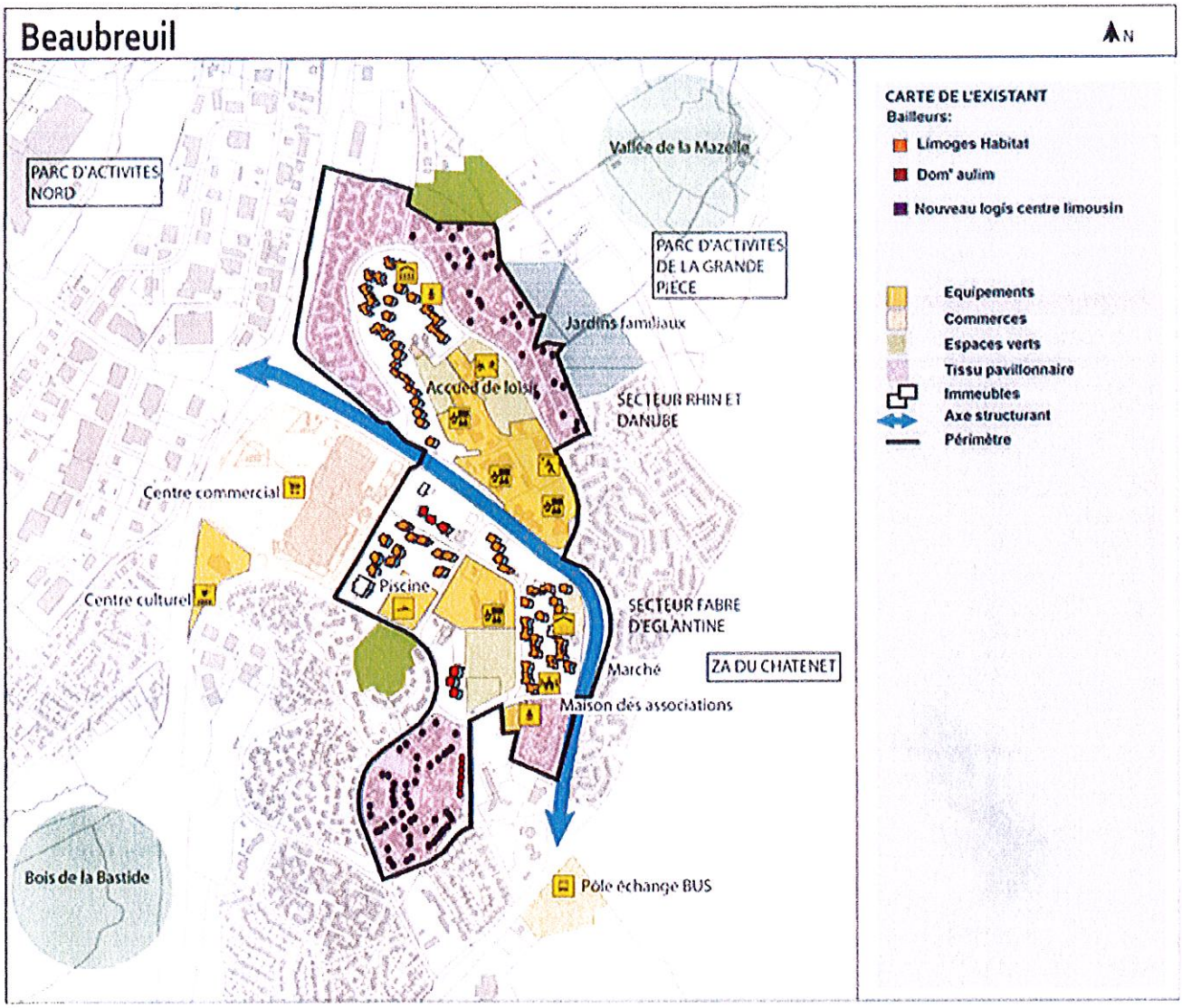
1. Plan de situation des quartiers des quartiers ayant vocation à bénéficier d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain.
2. Composition urbaine du quartier de Beaubreuil.
3. Synthèse de la stratégie urbaine pour Beaubreuil.
4. Composition urbaine du quartier Val de l'Aurence Sud.
5. Synthèse de la stratégie urbaine pour Val de l'Aurence Sud.
6. Composition urbaine du quartier Val de l'Aurence Nord.
7. Synthèse de la stratégie urbaine pour Val de l'Aurence Nord.
8. Composition urbaine du quartier des Portes Ferrées.
9. Synthèse de la stratégie urbaine sur les Portes Ferrées.
10. Tableau financier relatif au protocole de préfiguration.
11. Planning de réalisation du programme de travail (part. 1/2)
12. Planning de réalisation du programme de travail (part. 2/2)
13. Convention de cofinancement Limoges Métropole – Ville de Limoges

Annexe 1 : Plan de situation des quartiers ayant vocation à bénéficier d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain

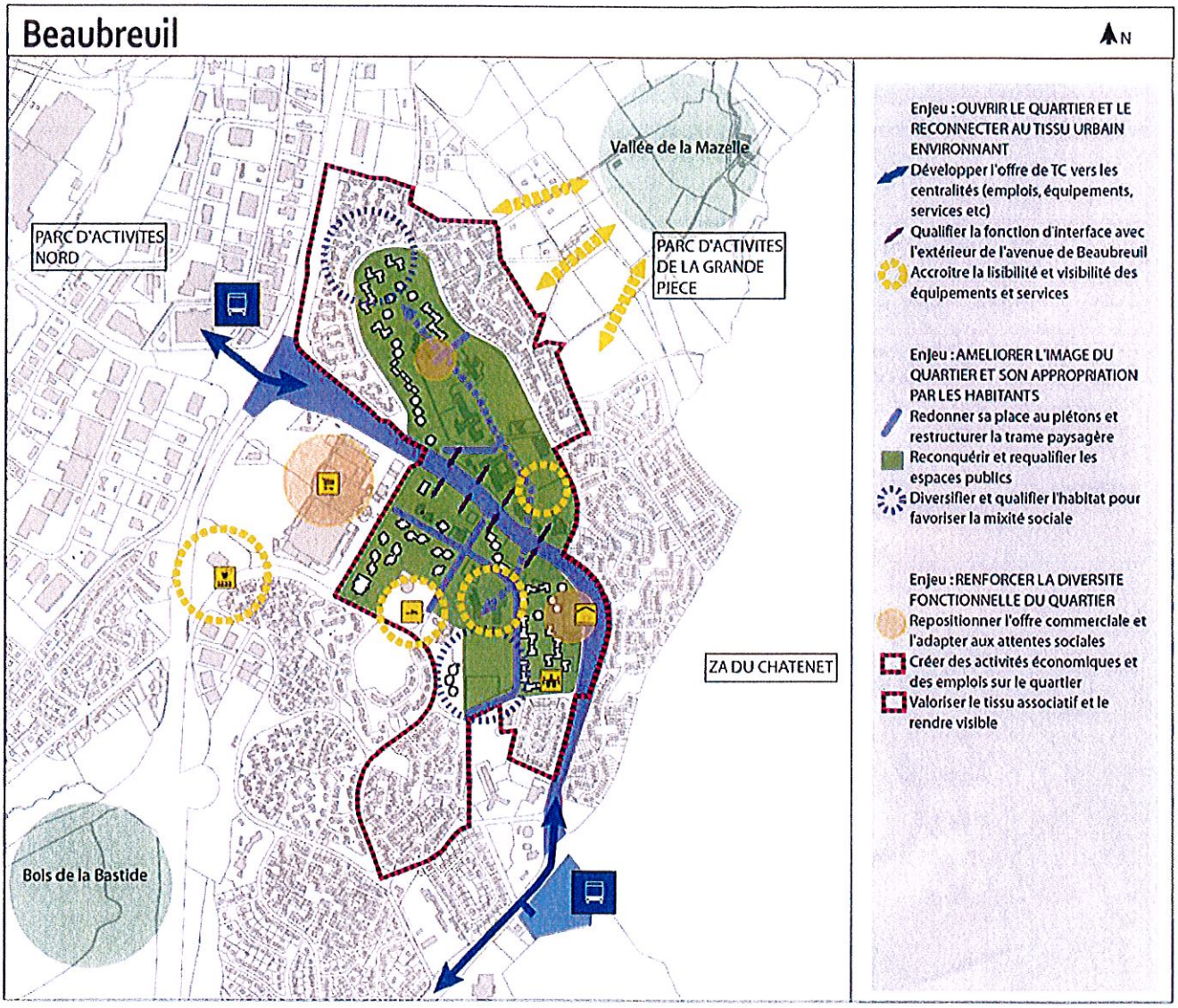
LES 4 QUARTIERS PRIORITAIRES ELIGIBLES AU NPRU : DES QUARTIERS AU CŒUR DE L'AGGLOMERATION



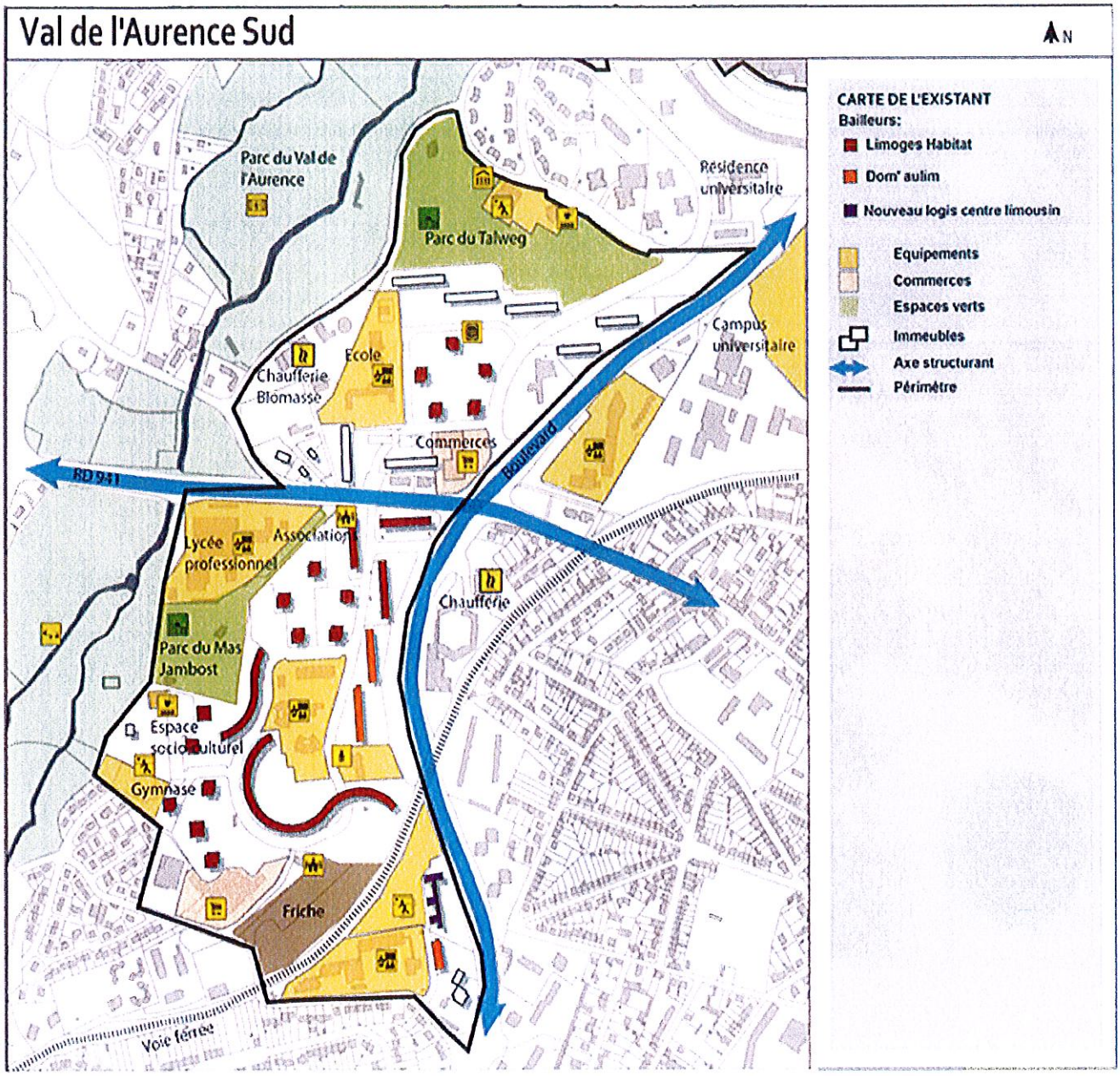
Annexe 2 : Composition urbaine du quartier de Beaubreuil



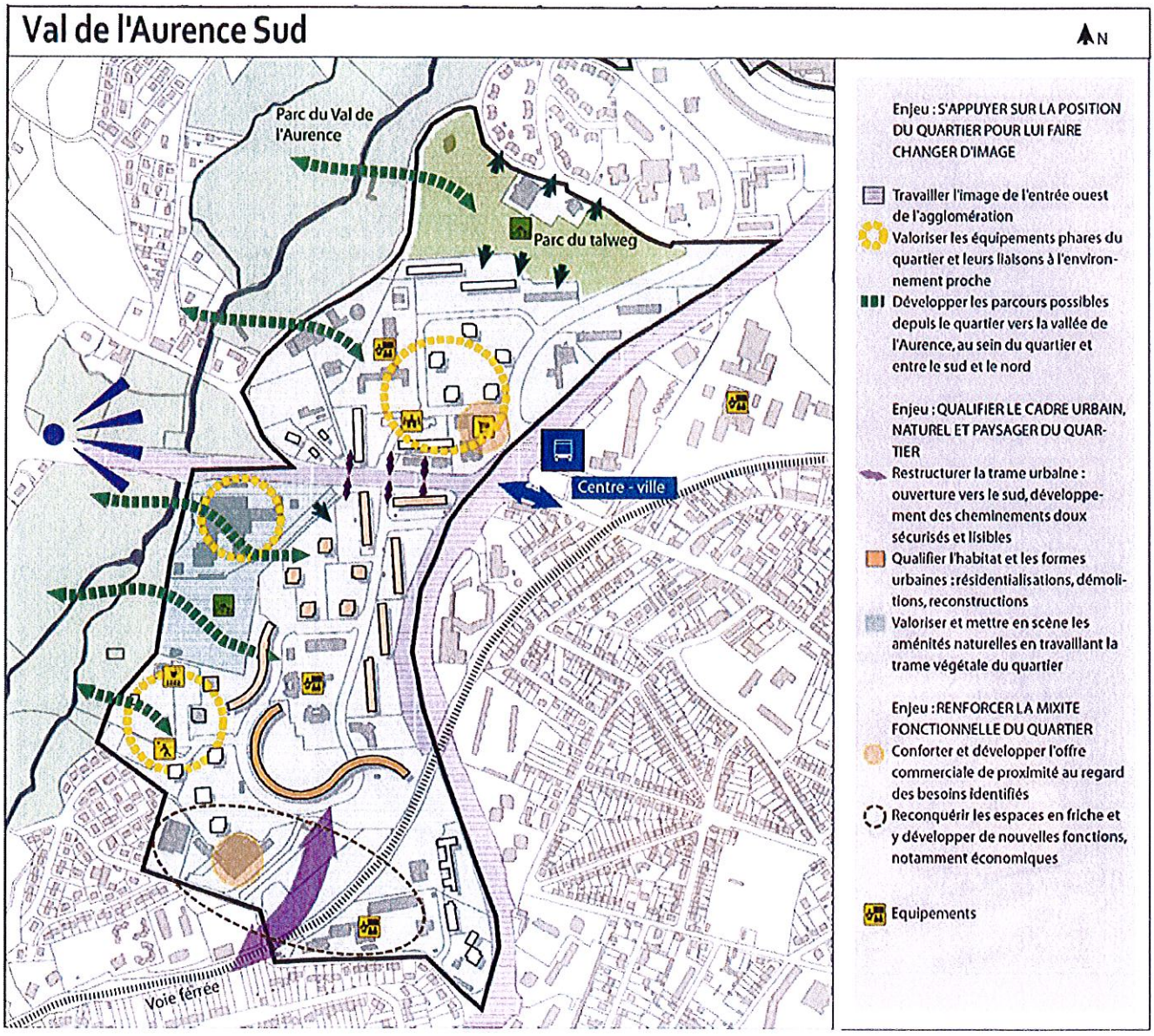
Annexe 3 : Synthèse de la stratégie urbaine pour Beaubreuil



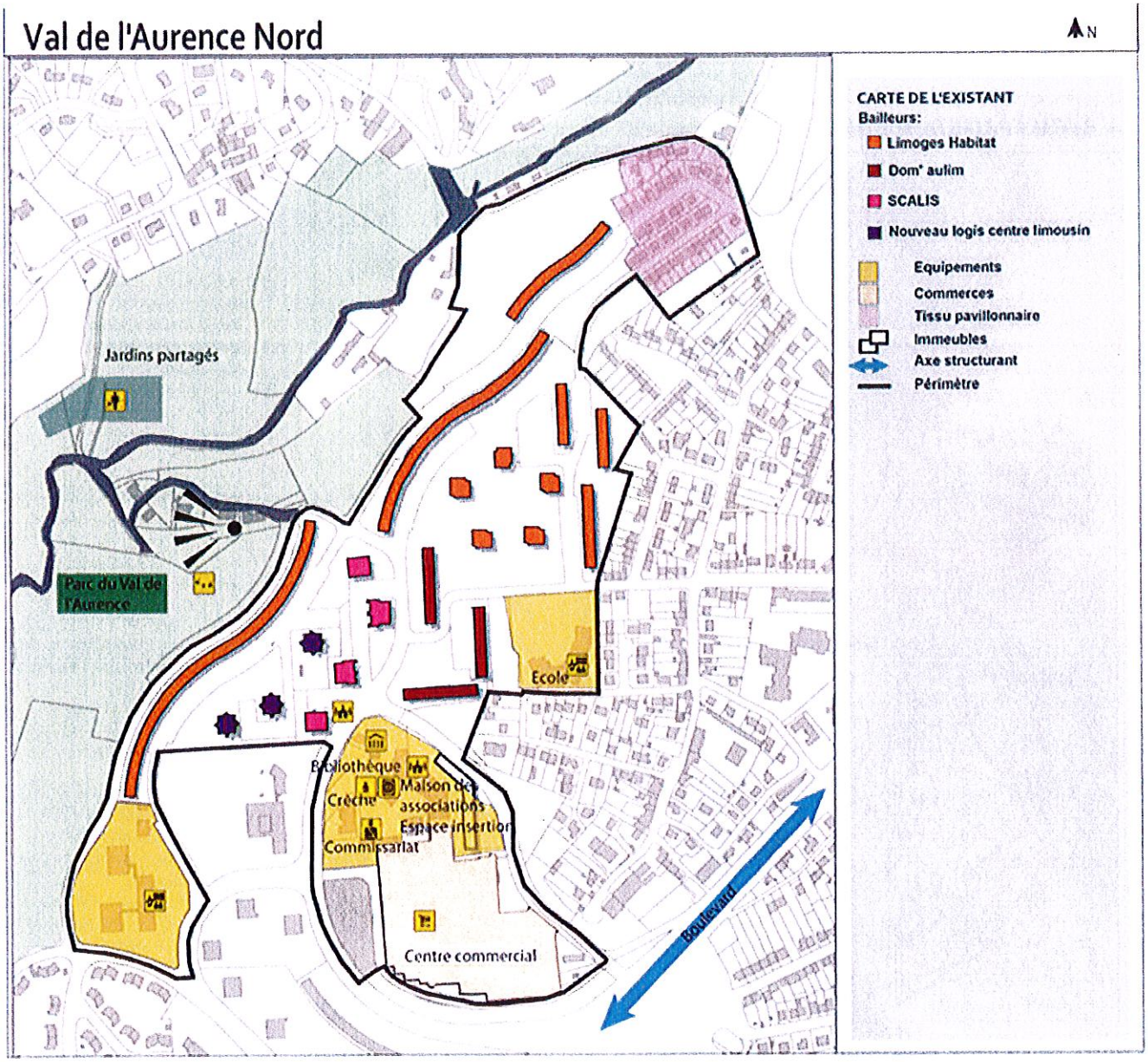
Annexe 4 : Composition urbaine du quartier Val de l'Aurence Sud



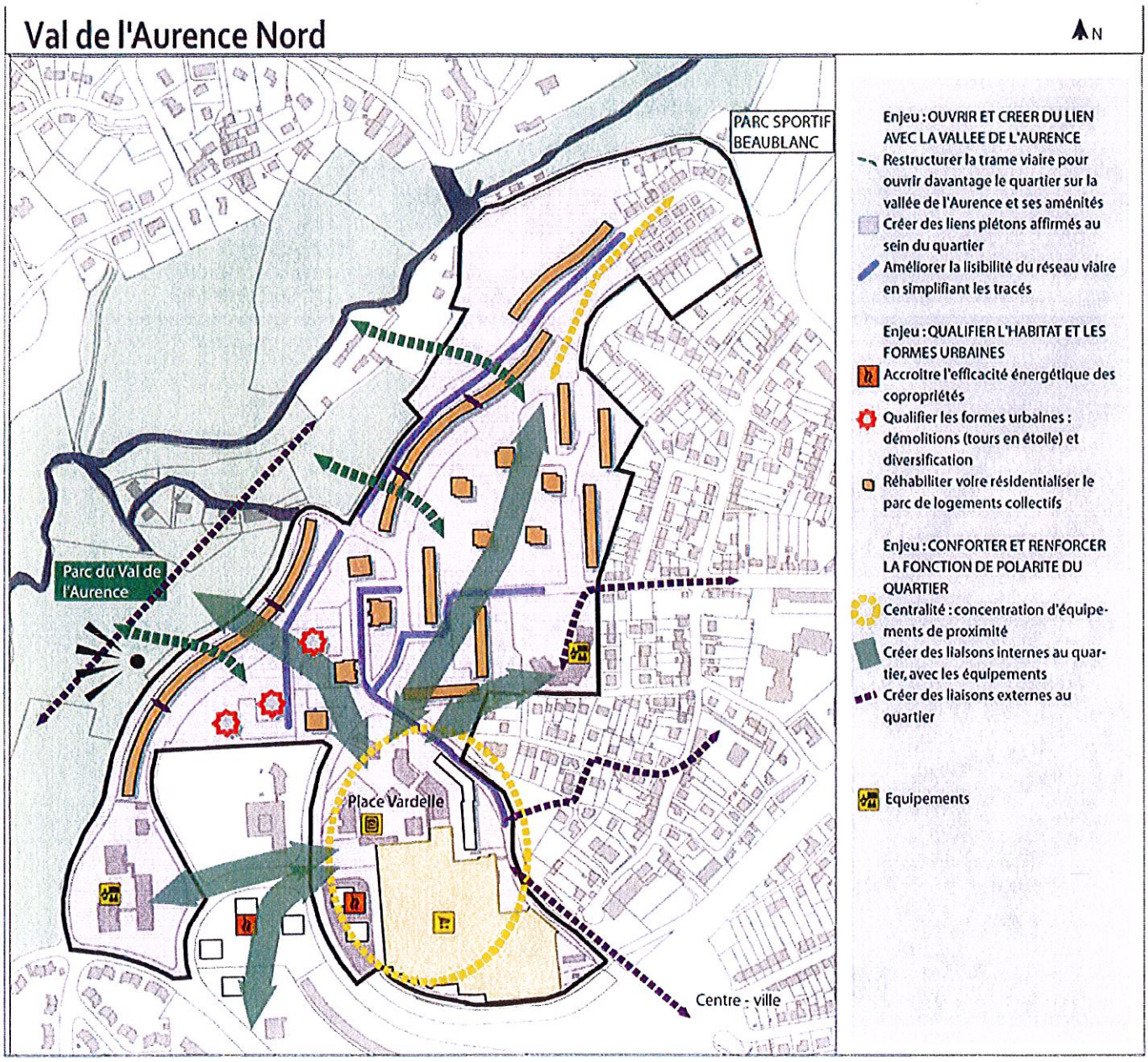
Annexe 5 : Synthèse de la stratégie urbaine pour Val de l'Aurence Sud



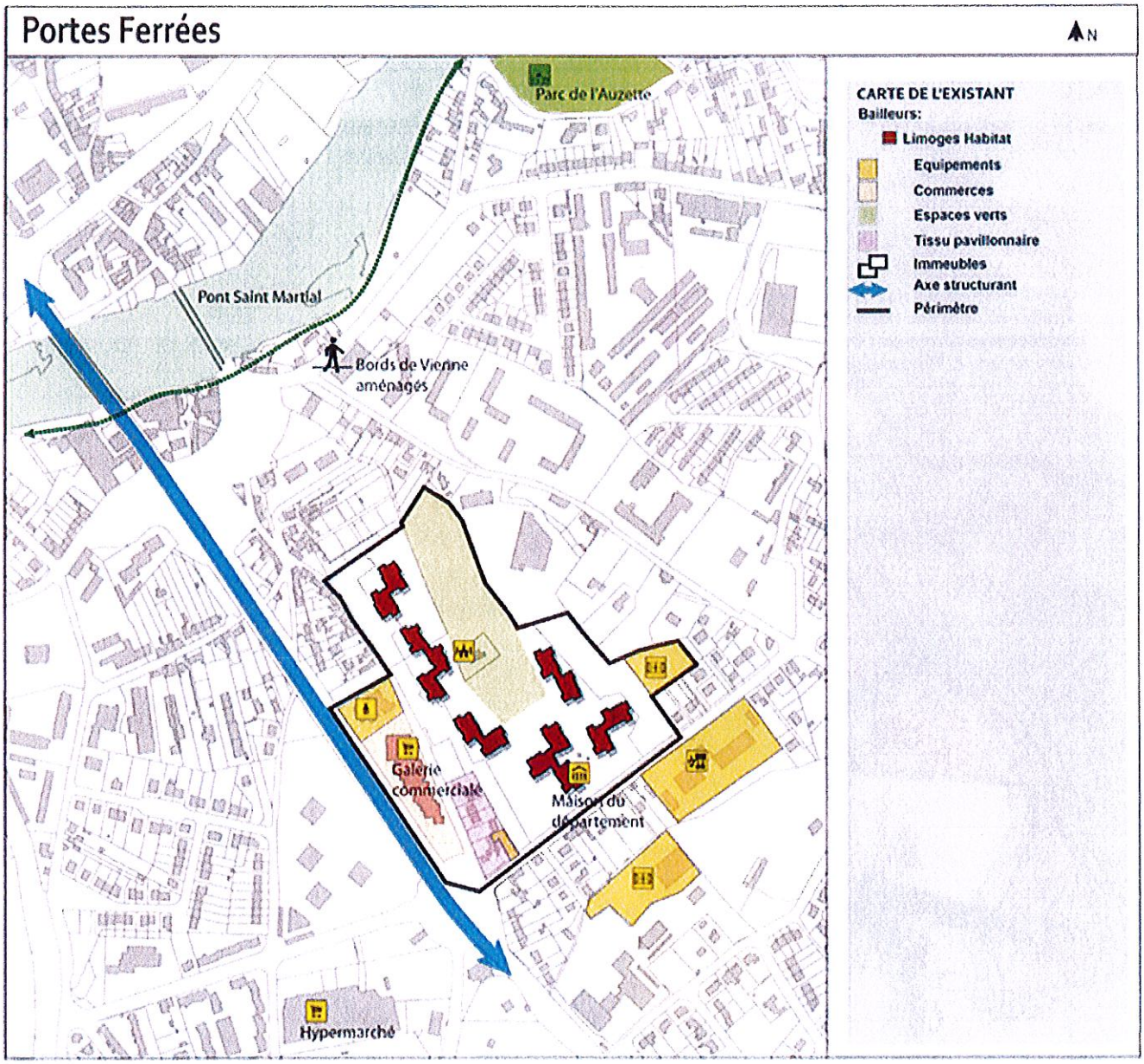
Annexe 6 : Composition urbaine du quartier Val de l'Aurence Nord



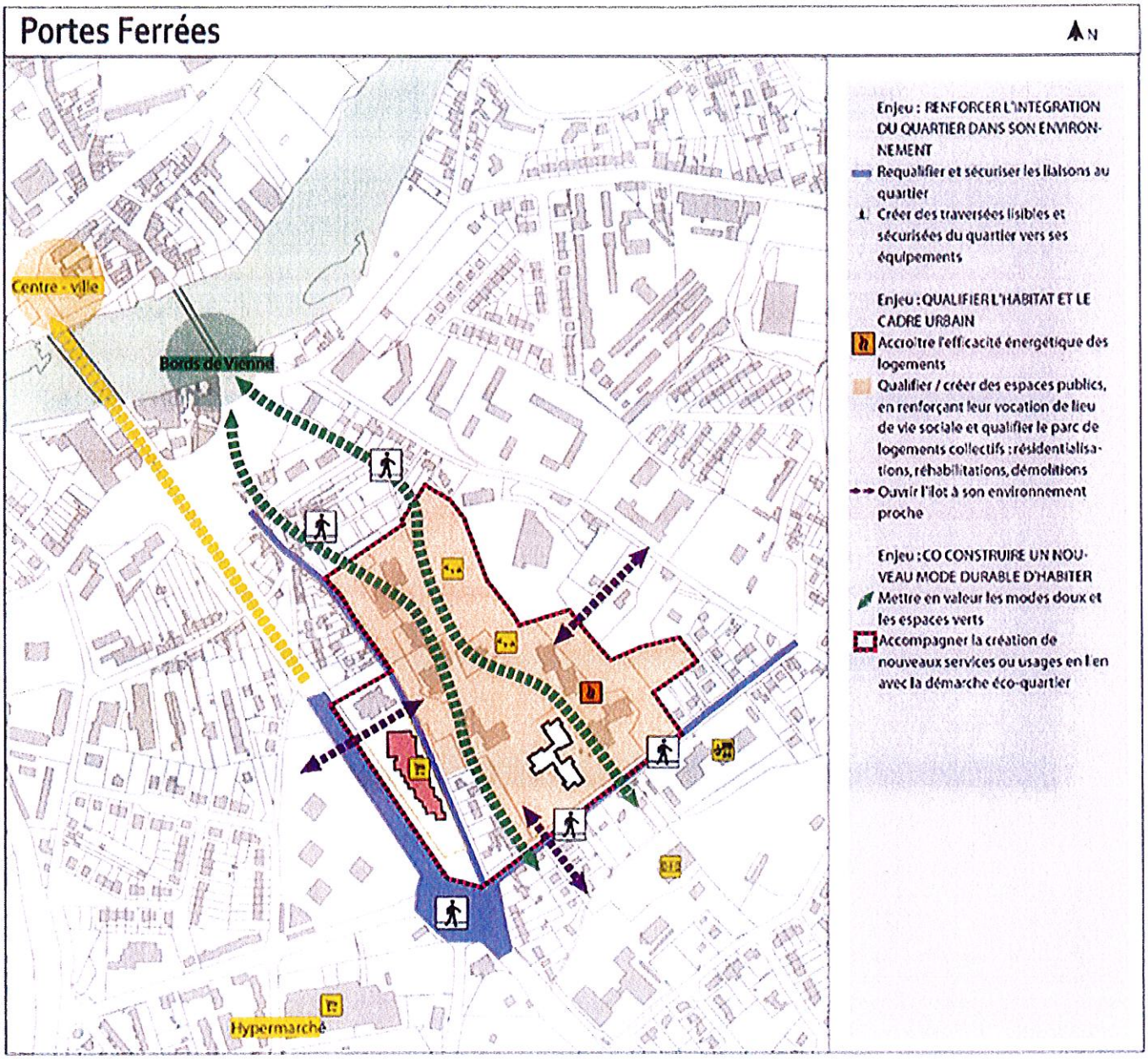
Annexe 7 : Synthèse de la stratégie urbaine pour Val de l'Aurence Nord



Annexe 8 : Composition urbaine du quartier des Portes Ferrée



Annexe 9 : Synthèse de la stratégie urbaine sur les Portes Ferrées

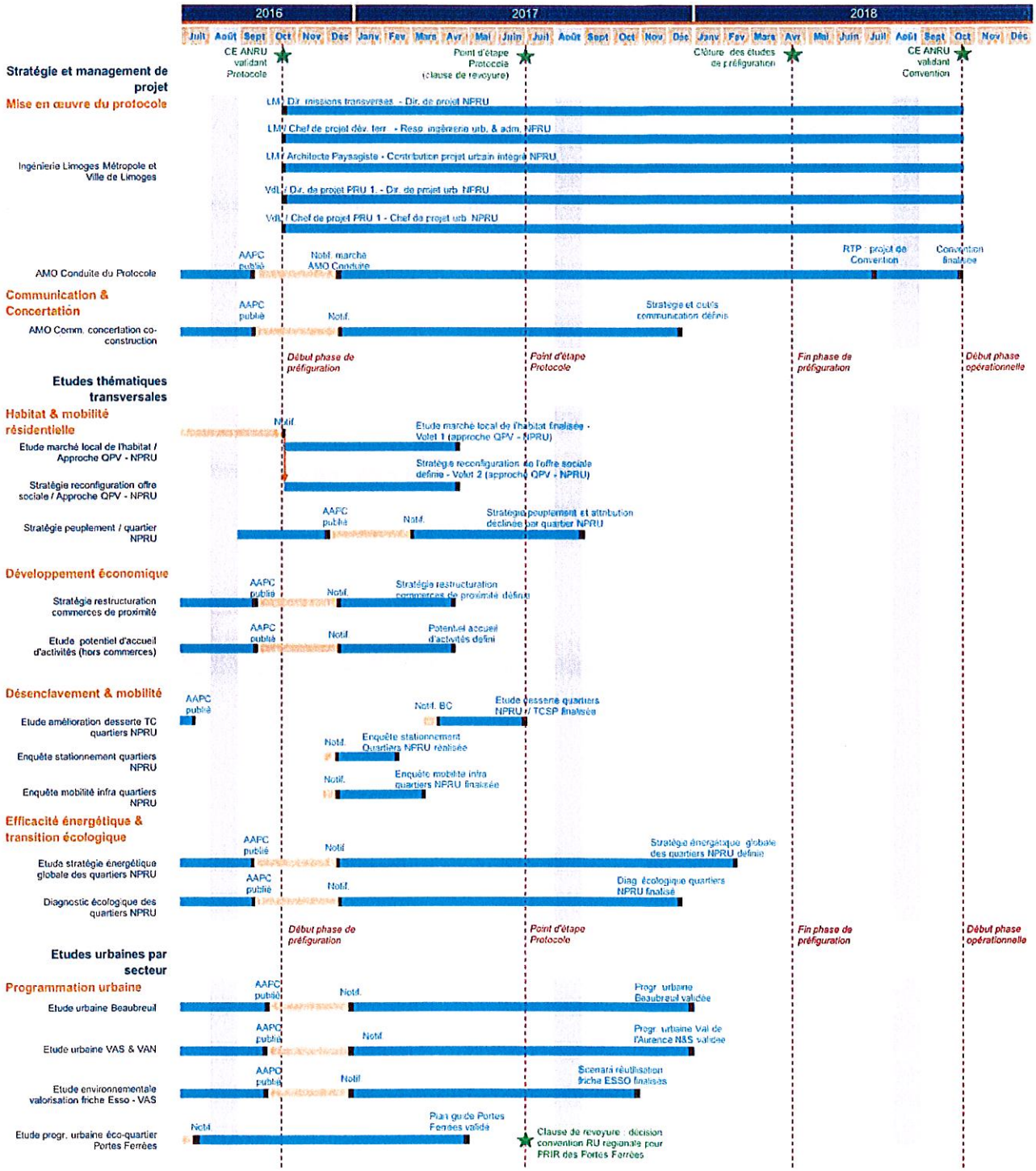


Annexe 10 : Tableau financier relatif au protocole de préfiguration

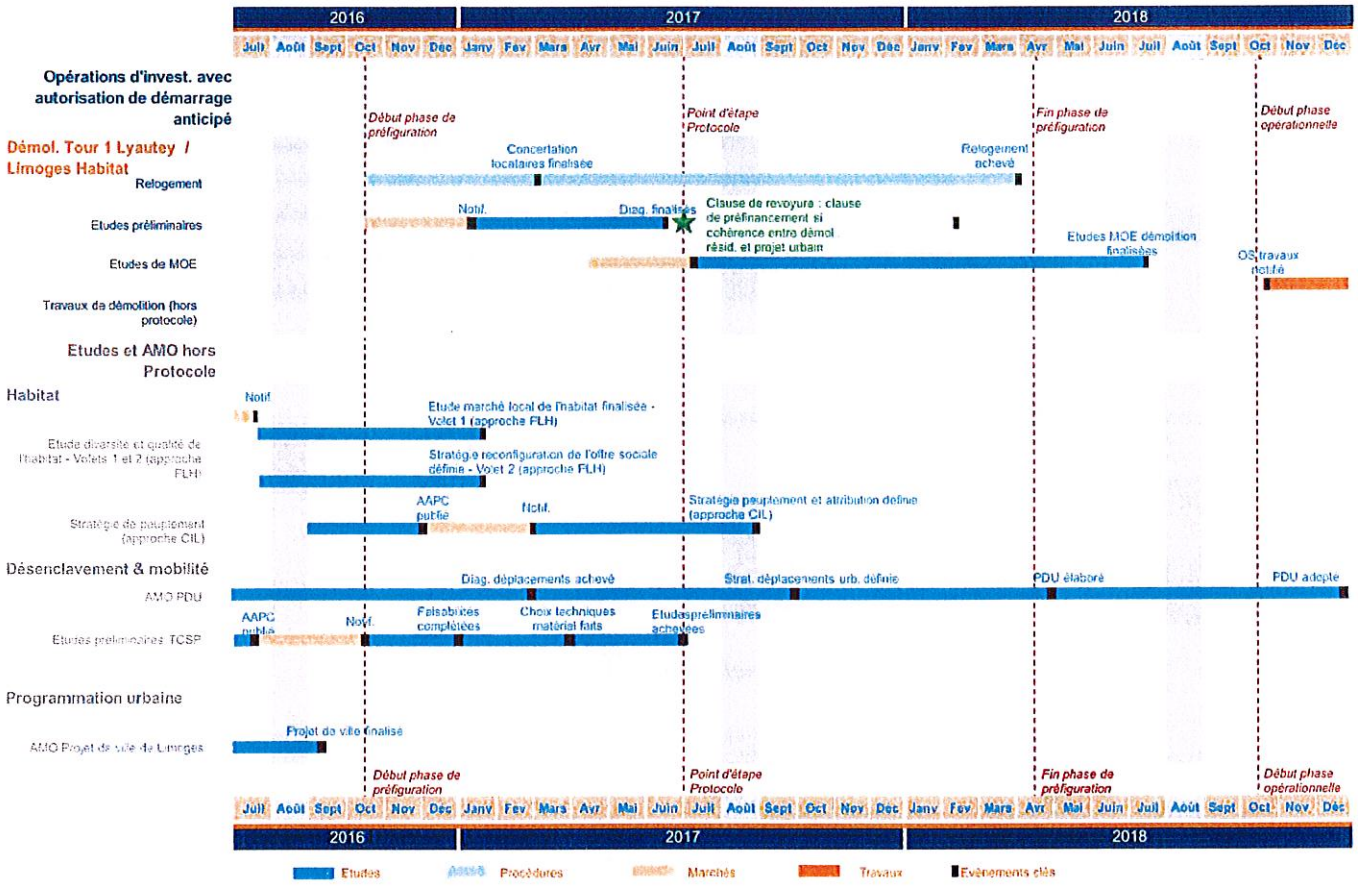
Limoges Métropole
Protocole de préfiguration du NPRU - Beaubreuil, Val de l'Aurence Nord, Val de l'Aurence Sud, Portes Ferrées
Faisabilité et implication financière des parties prenantes du projet (en cours de définition)

Numéro fiche	Libellé	Maître d'ouvrage	ETP	Montant étude / ingénierie (HT)	Taux de subvention ANRU	Taux de subvention CDC	Subvention ANRU (HT)	Subvention CDC (HT) (en attente de confirmation)	FEDER action 612 taux 25% maxi (en attente confirmation Région)	ADEME Taux maxi 25 % (en attente confirmation)	LIMOGES METROPOLE	VILLE DE LIMOGES	TAUX CUMULES TOTAL DES AIDES PUBLIQUES
1 à 3	Ingenierie Limoges Métropole	Limoges Métropole	1,7	351 000,00 €	50,00%	0%	175 500,00 €	-	-	-	175 500,00 €	-	50,00%
	INGENIERIE LIMOGES METROPOLE		1,7	351 000,00 €	50,00%	/	175 500,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	175 500,00 €	0,00 €	50,00%
4 et 5	Ingenierie Ville de Limoges	Ville de Limoges	1	190 000,00 €	50,00%	0%	95 000,00 €	-	-	-	-	95 000,00 €	50,00%
	INGENIERIE VILLE DE LIMOGES		1	190 000,00 €	50,00%	/	95 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	95 000,00 €	50,00%
6	AMO Conduite du Protocole de préfiguration	Limoges Métropole	/	120 000,00 €	50,00%	0%	60 000,00 €	-	30 000,00 €	-	30 000,00 €	-	75,00%
	AMO CONDUITE DU PROTOCOLE		/	120 000,00 €	50,00%	/	60 000,00 €	-	30 000,00 €	-	30 000,00 €	-	75,00%
	TOTAL MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE			661 000,00 €	50,00%	/	330 500,00 €	-	30 000,00 €	-	205 500,00 €	95 000,00 €	54,54%
7	AMO Communication, concertation, co-construction	Limoges Métropole	/	80 000,00 €	25,00%	25,00%	20 000,00 €	20 000,00 €	16 000,00 €	-	16 000,00 €	8 000,00 €	80,00%
	TOTAL COMMUNICATION - CONCERTATION			80 000,00 €	25,00%	25,00%	20 000,00 €	20 000,00 €	16 000,00 €	-	16 000,00 €	8 000,00 €	80,00%
	TOTAL STRATEGIE & MANAGEMENT DE PROJET			741 000,00 €	47,30%	2,70%	350 500,00 €	20 000,00 €	46 000,00 €	-	221 500,00 €	103 000,00 €	70,11%
A fin d'avoir	Etudes - approche PLH/PLIE	Limoges Métropole	/	65 000,00 €	0%	0%	-	-	-	-	65 000,00 €	-	-
8 à 10	Etude : Habitat et mobilité résidentielle	Limoges Métropole		65 000,00 €	50,00%	0%	32 500,00 €	-	-	-	32 500,00 €	-	50,00%
	TOTAL HABITAT & MOBILITE RESIDENTIELLE			65 000,00 €	50,00%	/	32 500,00 €	-	-	-	32 500,00 €	-	50,00%
11	Etude : Restructuration et implantation commerces de proximité	Limoges Métropole	/	24 000,00 €	0%	50,00%	-	12 000,00 €	4 800,00 €	-	4 800,00 €	2 400,00 €	80,00%
12	Etude : Potentiel d'accueil d'activités (hors commerce)	Limoges Métropole	/	32 000,00 €	18,75%	31,25%	6 000,00 €	10 000,00 €	6 400,00 €	-	6 400,00 €	3 200,00 €	80,00%
	TOTAL DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE			56 000,00 €	10,71%	39,29%	6 000,00 €	22 000,00 €	11 200,00 €	-	11 200,00 €	5 600,00 €	80,00%
13	Etude : Amélioration de la desserte TC des quartiers NPRU	Limoges Métropole	/	35 000,00 €	0%	50,00%	-	17 500,00 €	8 750,00 €	-	8 750,00 €	-	75,00%
14	Enquête de stationnement dans les quartiers NPRU	Limoges Métropole	/	10 000,00 €	50,00%	0,00%	5 000,00 €	-	2 000,00 €	-	2 000,00 €	1 000,00 €	80,00%
15	Enquête de mobilité dans les quartiers NPRU	Limoges Métropole	/	25 000,00 €	0%	50,00%	-	12 500,00 €	5 000,00 €	-	5 000,00 €	2 500,00 €	80,00%
	TOTAL DESENCLAVEMENT & MOBILITE			70 000,00 €	7,14%	42,86%	5 000,00 €	30 000,00 €	15 750,00 €	-	15 750,00 €	3 500	77,50%
16	Etude : Stratégie énergétique globale des quartiers NPRU	Limoges Métropole	/	80 000,00 €	0%	50,00%	-	40 000,00 €	-	16 000,00 €	16 000,00 €	8 000,00 €	80,00%
17	Etude : Diagnostic écologique	Limoges Métropole	/	30 000,00 €	0%	50,00%	-	15 000,00 €	7 500,00 €	-	7 500,00 €	-	75,00%
	TOTAL EFFICACITE ENERGETIQUE & TRANSITION ECOLOGIQUE			110 000,00 €	0,00%	50,00%	-	55 000,00 €	7 500,00 €	16 000,00 €	23 500,00 €	8 000,00 €	78,64%
	TOTAL ETUDES THEMATIQUES TRANSVERSALES			301 000,00 €	14,45%	35,55%	43 500,00 €	107 000,00 €	34 450,00 €	16 000,00 €	82 950,00 €	17 100,00 €	72,44%
18	Etudes urbaines Beaubreuil	Ville de Limoges	/	150 000,00 €	30,00%	20,00%	45 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	-	15 000,00 €	30 000,00 €	80,00%
19	Etudes urbaines Val de l'Aurence Nord et Sud	Ville de Limoges	/	150 000,00 €	30,00%	20,00%	45 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	-	15 000,00 €	30 000,00 €	80,00%
20	Etude valorisation de la friche ESSO-Val de l'Aurence Sud	Ville de Limoges	/	35 000,00 €	0,00%	0,00%	0,00 €	-	8 750,00 €	-	-	26 250,00 €	25,00%
23	Etudes urbaines d'un écoquartier aux Portes Ferrées	Ville de Limoges	/	122 325,00 €	16,35%	30,00%	20 000,00 €	36 697,50 €	28 930,00 €	-	12 232,50 €	24 465,00 €	80,00%
	TOTAL ETUDES URBAINES PAR SECTEUR			457 325,00 €	24,05%	21,14%	110 000,00 €	96 697,50 €	97 680,00 €	-	42 232,50 €	110 715,00 €	75,79%
	TOTAL PROTOCOLE (participation de chaque partie)			1 499 325,00 €	33,62%	14,92%	504 000,00 €	223 697,50 €	178 130,00 €	16 000,00 €	346 682,50 €	230 815,00 €	65,97%

Annexe 11 : Planning de réalisation du programme de travail (part. 1/2)



Annexe 12 : Planning de réalisation du programme de travail (part. 2/2)



Annexe 13 : Convention de cofinancement Limoges Métropole - Ville de Limoges

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (loi Lamy) qui confie l'élaboration et la coordination du contrat de ville aux établissements publics de coopération intercommunale compétent en matière de politique de la ville,

Vu les statuts de Limoges Métropole,

Vu le contrat de ville 2015-2020 signé le 7 octobre 2015 et plus particulièrement son pilier « cadre de vie et renouvellement urbain »,

Vu la délibération de Limoges Métropole du 27 septembre 2016 relative au protocole de préfiguration du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU) autorisant notamment le Président signer ledit document ainsi qu'à solliciter le versement des subventions contractualisées auprès des partenaires financiers,

Vu la délibération de la Ville de Limoges du 28 septembre 2016 relative au protocole de préfiguration du nouveau programme de renouvellement urbain (NPRU),

Vu le comité d'engagement de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU du 17 octobre 2016,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

En vertu de la loi Lamy du 21 février 2014, Limoges Métropole est compétente en matière d'élaboration et de coordination du contrat de ville. Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération est chargée de la déclinaison opérationnelle du pilier « cadre de vie et renouvellement urbain » qui se traduit par l'élaboration d'un Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU). Il concerne quatre quartiers prioritaires, tous concentrés sur Limoges, dont deux d'intérêt national (PRIN), Beaubreuil et Val de l'Aurence Sud, et deux d'intérêt régional (PRIR), Portes Ferrées et Val de l'Aurence Nord, fléchés par l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU).

L'élaboration du NPNRU se déroule en deux temps qui font chacun l'objet d'une contractualisation :

- protocole de préfiguration : définition d'un projet urbain pour les quatre quartiers prioritaires (études diagnostics complémentaires à mener, programme urbain à constituer),
- convention pluriannuelle de renouvellement urbain : modalités de mise en œuvre des projets urbains définis dans la phase de protocole.

La Ville de Limoges et la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole sont les deux maîtres d'ouvrage identifiés dans la phase de protocole.

Article 1 : objet de la convention

Limoges Métropole et la Ville de Limoges sont les deux maîtres d'ouvrage concernés par les opérations inscrites au protocole de préfiguration du NPNRU. A ce titre, chacune a décidé de participer financièrement à certaines actions relevant de l'autre maître d'ouvrage à hauteur de 10 % maximum.

Cette convention a pour objet de définir les modalités d'intervention de chaque co financeur au regard du programme d'opérations et de la maquette financière figurant en annexe 10 du protocole.

Article 2 : engagements financiers

Chaque partie s'engage à intervenir dans les conditions de l'article 1 de la présente à hauteur des sommes inscrites en annexe 10 du protocole soit :

- pour la Ville de Limoges : 25 100 € au titre des études relatives à la restructuration et à l'implantation de commerces de proximité, au potentiel d'accueil des activités (hors commerces), aux enquêtes de stationnement et de mobilité dans les quartiers NPNRU, à la stratégie énergétique globale des quartiers NPNRU, et pour la mission d'AMO appui à la concertation, à la communication et à la construction.

- pour la Communauté d'Agglomération : 42 232,5 € au titre des études urbaines sur les quartiers de Beaubreuil, Val de l'Aurence Sud et Nord, et des Portes Ferrées.

Article 3 : modalités d'exécution et de versement de la subvention

La participation financière des parties, comme énoncé à l'article 1 de la présente, constitue un montant d'aide maximum.

➢ Acompte :

Un acompte de 50 % du montant de la subvention pourra être demandé expressément au co financeur par le maître d'ouvrage au début d'exécution de l'opération soit dès la notification du marché.

➢ Solde :

Le solde de 50 % sera versé au maître d'ouvrage après transmission par ses soins d'un certificat signé par l'exécutif justifiant des renseignements et justificatifs suivants :

- attestation d'achèvement de l'étude et de la conformité de ses caractéristiques aux dépenses subventionnées,
- transmission de l'étude en question,
- paiement de l'intégralité du marché,
- coût final de l'opération et des modalités définitives de financement.

Il pourra être procédé à un ajustement de l'aide du co financeur pour tenir compte des règles de cumul et de plafonnement des subventions.

Article 4 : règles de caducité

Article 4.1 : commencement d'exécution de l'opération

En cas de non commencement d'une opération dans un délai de 18 mois à compter de la signature du protocole de préfiguration, la subvention afférente sera réputée caduque.

Article 4.2 : fin d'exécution de l'opération :

Aucune demande de paiement ne pourra intervenir après un délai de délai de 36 mois à compter de la date de commencement d'exécution de l'opération.

Article 5 : modification de la convention

Les modifications éventuellement apportées à la présente convention ne pourront en aucun cas conduire à dépasser les montants inscrits dans la maquette financière du protocole.

Article 6 : reversement et résiliation :

Un reversement total ou partiel de la subvention sera demandé dans les cas suivants :

- si l'affectation de l'investissement subventionnée a été modifiée sans autorisation,
- si le plafond des 80 % d'aides publiques accordées a été dépassé,
- si l'opération n'est pas réalisée conformément à l'article 4 de la présente convention,
- à la demande du bénéficiaire, lorsque celui-ci ne souhaite pas poursuivre l'action et sollicite l'annulation de la subvention.

Article 7 : autres sources de co financements :

Cette convention concerne uniquement le co financement réciproque Ville de Limoges / Limoges Métropole.

Pour les autres demandes de subventions potentielles indiquées dans la maquette financière, les maîtres d'ouvrage doivent se référer à l'article 13 du protocole de préfiguration.

Article 8 : durée et entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur à la date d'acquisition du caractère exécutoire de celle-ci et ce jusqu'aux dispositions prévues à l'article 4.2 du dit document.

Fait à _____, le _____

Pour la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole	Pour la Ville de Limoges
Le Président	Le Maire

PLAN DE FINANCEMENT DU PROTOCOLE DE PREFIGURATION DU NPNRU DE LIMOGES METROPOLE

N° CONTRAT : **ALISAT**

ZONE INTERVENTION : **N/R**

87085/Limoges/QPV national/Beaubreuil
87085/Limoges/QPV régional/Portes Ferrées
87085/Limoges/QPV régional/Val De L'Aurence Nord
66666/Commune fictive/QPV national/QPV multisite (Intérêt national)
87085/Limoges/QPV national/Val De L'Aurence Sud
66666/Commune fictive/QPV régional/QPV multisite (Intérêt régional)

N° de contrat (3 caractères)
+ N°INSEE (QPV sur 7 caractères = 6+ n° QPV)
+ N° de famille d'opérations (sur 2 caractères)
+ N°Chrono = Identifiant de l'opération financière (regroupement d'opérations physiques liées par une unité fonctionnelle, une unité de maître d'ouvrage et une unité de temps)
N°Chrono = opérations physiques élémentaires (objet d'une attribution de subvention)

						IMMEUBLES LOGEMENT			COUT HT	TAUX TVA	COUT TTC	BASE DE FINANCEMENT PREVISIONNEL ANRU (HT)	CONTRIBUTIONS														ECHEANCIER		
						NBRE	TYPE (MI,R+)	NBRE					Ville		EPCI		Fonds propres CDC		Europe			Autres		ANRU		Demarrage Année	Demarrage semestre	Durée en semestre
														%		%		%		%	%		%		%			
1 : INGENIERIE			**14**		**ETUDES ET CONDUITE DE PROJET**																								
248	*QP999999*	*14*	*0001*	*001*	INGENIERIE LIMOGES METROPOLE	**0**		**0**	**351 000**	0.0%	**351 000**	***351 000***	**0**	**0%**	**175 500**	**50%**	**0**	**0%**	**0**	**0%**	**0%**	**0**	**0%**	**175 500**	**50%**	**2016**	**2**	**4**
248	*QP999999*	*14*	*0001*	*004*	AMO CONDUITE DE PROJET	**0**		**0**	**120 000**	0.0%	**144 000**	***120 000***	**0**	**0%**	**30 000**	**25%**	**0**	**0%**	**30 000**	**25%**	**0%**	**0**	**0%**	**60 000**	**50%**	**2016**	**2**	**4**
248	*QP999999*	*14*	*0001*	*005*	AMO D'APPUI A LA CONCERTATION, A LA COMMUNICATION ET LA CO-CONSTRUCTION	**0**		**0**	**80 000**	0.0%	**96 000**	***80 000***	**8 000**	**10%**	**16 000**	**20%**	**20 000**	**25%**	**16 000**	**20%**	**0%**	**0**	**0%**	**20 000**	**25%**	**2016**	**2**	**2**
248	*QP999999*	*14*	*0001*	*006*	ETUDE HABITAT ET MOBILITE RESIDENTIELLE	**0**		**0**	**65 000**	0.0%	**78 000**	***65 000***	**0**	**0%**	**32 500**	**50%**	**0**	**0%**	**0**	**0%**	**0%**	**0**	**0%**	**32 500**	**50%**	**2016**	**2**	**1**
248	*QP999999*	*14*	*0001*	*009*	ETUDE RESTRUCTURATION ET IMPLANTATION DE COMMERCES DE PROXIMITES	**0**		**0**	**24 000**	0.0%	**28 800**	***24 000***	**2 400**	**10%**	**4 800**	**20%**	**12 000**	**50%**	**4 800**	**20%**	**0%**	**0**	**0%**	**0**	**0%**	**2016**	**2**	**1**
248	*QP999999*	*14*	*0001*	*010*	ETUDE POTENTIEL D'ACCUEIL DES ACTIVITES (HORS COMMERCES)	**0**		**0**	**32 000**	0.0%	**38 400**	***32 000***	**3 200**	**10%**	**6 400**	**20%**	**10 000**	**31%**	**6 400**	**20%**	**0%**	**0**	**0%**	**6 000**	**19%**	**2016**	**2**	**1**
248	*QP999999*	*14*	*0001*	*011*	ETUDE AMELIORATION DE LA DESSERTE TC DES QUARTIERS NPNRU	**0**		**0**	**35 000**	0.0%	**42 000**	***35 000***	**0**	**0%**	**8 750**	**25%**	**17 500**	**50%**	**8 750**	**25%**	**0%**	**0**	**0%**	**0**	**0%**	**2017**	**1**	**1**
248	*QP999999*	*14*	*0001*	*012*	ETUDE ENQUETE DE STATIONNEMENT DANS LES QUARTIERS DU NPNRU	**0**		**0**	**10 000**	0.0%	**12 000**	***10 000***	**1 000**	**10%**	**2 000**	**20%**	**0**	**0%**	**2 000**	**20%**	**0%**	**0**	**0%**	**5 000**	**50%**	**2016**	**2**	**1**
248	*QP999999*	*14*	*0001*	*013*	ETUDE ENQUETE DE MOBILITE DANS LES QUARTIERS NPNRU	**0**		**0**	**25 000**	0.0%	**30 000**	***25 000***	**2 500**	**10%**	**5 000**	**20%**	**12 500**	**50%**	**5 000**	**20%**	**0%**	**0**	**0%**	**0**	**0%**	**2016**	**2**	**1**
248	*QP999999*	*14*	*0001*	*014*	ETUDE STRATEGIE ENRGETIQUE GLOBALE DES QUARTIERS NPNRU	**0**		**0**	**80 000**	0.0%	**96 000**	***80 000***	**8 000**	**10%**	**16 000**	**20%**	**40 000**	**50%**	**0**	**0%**	**0%**	**16 000**	**20%**	**0**	**0%**	**2017**	**1**	**2**
248	*QP999999*	*14*	*0001*	*015*	DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE	**0**		**0**	**30 000**	0.0%	**36 000**	***30 000***	**0**	**0%**	**7 500**	**25%**	**15 000**	**50%**	**7 500**	**25%**	**0%**	**0**	**0%**	**0**	**0%**	**2017**	**1**	**2**
248	*QP999999*	*14*	*0001*	*016*	ETUDES DIVERSITE ET QUALITE DE L'HABITAT - STRATEGIE DE PEUPLEMENT / APPROCHE	**0**		**0**	**65 000**	0.0%	**78 000**	***65 000***	**0**	**0%**	**65 000**	**100%**	**0**	**0%**	**0**	**0%**	**0%**	**0**	**0%**	**0**	**0%**	**2016**	**2**	**2**
248	*QP999999*	*14*	*0002*	*001*	INGENIERIE VILLE DE LIMOGES	**0**		**0**	**190 000**	0.0%	**190 000**	***190 000***	**95 000**	**50%**	**0**	**0%**	**0**	**0%**	**0**	**0%**	**0%**	**0**	**0%**	**95 000**	**50%**	**2016**	**2**	**4**
248	*QP087004*	*14*	*0002*	*003*	ETUDE URBAINE SUR LE QUARTIER DE BEAUBREUIL	**0**		**0**	**150 000**	0.0%	**180 000**	***150 000***	**30 000**	**20%**	**15 000**	**10%**	**30 000**	**20%**	**30 000**	**20%**	**0%**	**0**	**0%**	**45 000**	**30%**	**2017**	**1**	**2**
248	*QP087005*	*14*	*0002*	*004*	ETUDE URBAINE SUR LES QUARTIERS DU VAL DE L'AURENCE SUD ET NORD	**0**		**0**	**150 000**	0.0%	**180 000**	***150 000***	**30 000**	**20%**	**15 000**	**10%**	**30 000**	**20%**	**30 000**	**20%**	**0%**	**0**	**0%**	**45 000**	**30%**	**2017**	**1**	**2**
248	*QP087005*	*14*	*0002*	*005*	ETUDE ENVIRONNEMENTALE COMPLEMENTAIRE ET DE FAISABILITE TECHNIQUE / FINANC	**0**		**0**	**35 000**	0.0%	**42 000**	***35 000***	**26 250**	**75%**	**0**	**0%**	**0**	**0%**	**8 750**	**25%**	**0%**	**0**	**0%**	**0**	**0%**	**2017**	**1**	**2**
248	*QP087001*	*14*	*0002*	*006*	ETUDE URBAINE SUR UN ECOQUARTIER SUR LES PORTES FERREES	**0**		**0**	**122 325**	0.0%	**146 790**	***122 325***	**24 465**	**20%**	**12 233**	**10%**	**36 698**	**30%**	**28 930**	**24%**	**0%**	**0**	**0%**	**20 000**	**16%**	**2016**	**2**	**2**
					Sous Total AUTRES INVESTISSEMENTS	***0***		***0***	***0***		***0***	***0***	***0***	***0%***	***0***	***0%***	***0***	***0%***	***0***	***0%***	***0%***	***0***	***0%***	***0***	***0%***			
TOTAL						**0**		**0**	**1 564 325**		**1 768 990**	**1 564 325**	**230 815**	**15%**	**411 683**	**26%**	**223 698**	**14%**	**178 130**	**11%**	**0%**	**16 000**	**1%**	**504 000**	**32%**			
PM opérations déjà financées :																												

(1) Les montants sont indiqués TTC ou HT suivant que les opérateurs récupèrent ou non la TVA.
(2) Chaque opération est repérée dans le temps par:
le semestre au cours duquel elle démarre
La durée de l'opération exprimée en nbre de semestre sous la forme d'un entier (ex:2 signifie que l'opération s'échelonne sur 2 semestre soit 12 mois)

Signature des maîtres d'ouvrage et partenaires :

Fait à Limoges, le 05 JAN. 2017

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine,	Etat,	Communauté d'Agglomération Limoges Métropole,	Ville de Limoges,	Région Nouvelle Aquitaine,	Département de la Haute-Vienne,	Caisse des Dépôts et Consignations,	OPH Limoges Habitat,	SA HLM Dom.Aulim,	SA HLM Scalis,	SA HLM Nouveau Logis Centre Limousin,	
Le Directeur Général, M. Nicolas Grivel	Le Préfet de la Haute-Vienne, M. Raphaël Le Méhauté	Le Président, M. Gérard Vandenbroucke	Le Maire, M. Emile-Roger Lombertie	Le Président, M. Alain Rousset	Le Président, M. Jean-Claude Leblois	La Directrice Régionale Adjointe, Directrice Déléguée de Limoges Mme Annabelle Viollet	Le Directeur Général, M. Patrick Sauvinet	Le Directeur Général, M. Philippe Bléty	Le Directeur Général Délégué, M. Alain Chevolleau	Le Directeur Général, M. Bruno Bataille	